

**L'occupation
du paquebot « France »**

**La Compagnie générale
maritime
porte plainte**

LIRE PAGE 17

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1 dir; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 7 sch.; Belgique,
9 fr.; Canada, 80 c. US; Danemark, 2,50 kr.;
Espagne, 16 pes.; Grande-Bretagne, 14 p.; Grèce,
15 dr.; Iran, 43 rls; Italie, 200 L.; Japon, 120 y.;
Luxembourg, 9 fr.; Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas,
0,75 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 1,75 kr.; Suisse,
0,50 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 8 d. din.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris 10 65572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Violence ou démocratisation en Espagne ?

L'Espagne n'a pas le privilège de la violence aveugle. Les extrémistes irlandais ou italiens, japonais ou palestiniens, ne se sont, apparemment, jamais beaucoup inquiétés des femmes et des enfants pulvérisés sous leurs pieds dans des actions terroristes qui ne les visaient pas directement. Pourtant, l'attentat qui, le vendredi 13 septembre, à l'heure du déjeuner, dans un restaurant de Madrid, a tué onze personnes était-il aveugle ?

Les auteurs de ce crime, quels qu'ils soient, ne peuvent pas ne pas en avoir perçu les éventuelles et graves conséquences politiques. Plus que jamais le régime espagnol, en effet, est à un tournant. Le général Franco, âgé de quatre-vingt-deux ans, semble se passer en mesure de mettre fin à un pouvoir qui a été quasi absolu pendant trente-huit années, et qui rend tout aussi impossibles une évolution profonde du seul régime autoritaire survivant à l'Ouest et son intégration à l'Europe. Nul doute, d'ailleurs, qu'une partie de l'entourage du Caudillo exerce une forte pression sur cet homme diminué pour qu'il prolonge son règne au maximum, ou qu'il se retire à travers quelques-uns de ses proches.

Le chef de l'Etat avait, en juillet dernier, paru décidé à saisir l'occasion de sa maladie pour passer en douceur le « relais » au successeur désigné. Or, après un mois et demi d'« interim » du prince Juan Carlos, il a décidé de revenir à la barre : l'explosion de Madrid a eu lieu au moment même où prenait fin le premier conseil des ministres présidé par le Caudillo depuis son retour aux affaires.

Malgré cet entêtement d'un vieil homme à vouloir arrêter la pendule de l'histoire, une certaine vie politique commence à remuer dans le pays même. Ses manifestations publiques les plus importantes ont encore lieu à l'étranger, comme la récente déclaration de la junte démocratique, regroupant des hommes allant des communistes aux monarchistes libéraux. Mais on sait — ne serait-ce qu'à l'occasion d'un coup de fil — comme l'arrestation de soixante-sept membres de l'Assemblée de Catalogne au conseil de Sabadell, le 8 septembre — que la discussion se déroule désormais à l'intérieur du pays. Elle suppose au moins une grande inefficacité de la police, ou, plus sûrement, que certaines autorités ferment les yeux. De façon totalement ouverte cette fois, un ancien ministre du général Franco, M. Joaquín Ruiz Giménez, vient d'annoncer qu'il allait créer un mouvement d'opposition.

Le premier ministre lui-même, M. Carlos Arias Navarro, dont la volonté d'ouverture politique, proclamée le 12 février dernier, lors de la formation de son gouvernement, avait été mise en doute, a récemment confirmé qu'il entendait bien poursuivre une démocratisation progressive du pays. Le ton très ferme qu'il a employé à cette occasion montrait à tout le moins qu'il se sentait assuré de ses arrières, militaires notamment.

Il est donc probable que les Espagnols ne sont pas disposés à accepter longtemps encore l'avenir d'un grand pays comme le leur soit suspendu aux décisions d'un homme diminué : l'Éthiopie vient de montrer que les fins de règne qui se traînent ne sont pas les plus glorieuses.

Aussi ne peut-on écarter l'hypothèse selon laquelle les auteurs de l'attentat meurtrier du 13 septembre, à la Puerta del Sol, souhaitent entraver, d'une façon ou d'une autre, le processus de démocratisation en cours au-delà des Pyrénées. Il est rassurant, à cet égard, qu'un membre du gouvernement, ait aussitôt affirmé que la violence ne saurait modifier la politique du gouvernement.

(Lire nos informations page 2.)

ATTENTE ANXIEUSE A LA HAYE

Le premier ministre néerlandais négocie avec le commando qui détient l'ambassadeur de France et huit autres otages

Samedi 14 septembre, en fin de matinée, l'ambassadeur de France à La Haye, M. Jacques Senard, et les huit autres personnes qui avaient été prises avec lui étaient toujours détenues par un commando de l'Armée rouge japonaise. Les tractations se poursuivaient. M. Joop Den Uyl, le premier ministre néerlandais, qui a pris en main les négociations, a proposé au commando de mettre à sa disposition un appareil de la K.L.M. Cependant les pilotes demandaient que le commando se désaisisse de ses armes, ce qu'il refusait. Le premier ministre a déclaré qu'en raison des événements, il ne serait « très probablement » pas en mesure d'assister samedi soir au dîner de l'Élysée.

Les trois membres du commando qui ont occupé l'ambassade, vendredi au milieu de l'après-midi, exigent que Yutaka Fuyaka, un Japonais arrêté à Orly le 26 juillet dernier et incarcéré à la Santé, vienne les rejoindre, et qu'un avion soit mis à leur disposition pour qu'ils puissent quitter le pays. Ils s'engagent à libérer leurs otages s'ils seraient eux-mêmes arrivés à une destination qu'ils ne précisent pas. Si leurs exigences n'étaient pas satisfaites avant 3 heures du matin, les trois hommes menaçaient de tuer un de leurs prisonniers.

Le gouvernement français décidait rapidement de libérer Fuyaka, qui a été conduit en mystère à l'aéroport de Schiphol. Paris a démenti samedi matin qu'il refuse, comme on l'avait dit, de rejoindre ses camarades. Cependant, il est resté à l'aéroport. L'ambassade demeure encerclée par d'importantes forces de police. Des tireurs d'élite ont pris position sur les toits et des véhicules blindés bloquent les rues avoisinantes.

De notre correspondant

La Haye. — Ce samedi matin 14 septembre, au lever du jour, l'atmosphère était presque paisible dans le quartier de l'ambassade de France. Toute la soirée et dans la nuit, on avait vu affluer les journalistes français et japonais. Les policiers tenaient les badauds à distance, derrière des barrières. Des rumeurs contradictoires circulaient, sans que la police apportât la moindre confirmation.

La veille, vers 22 heures, la panique s'empara de la foule et des policiers : on avait entendu un coup de feu à l'intérieur de l'ambassade, et pendant quelques instants tout le monde courait dans tous les sens. Seules restèrent en place sur la chaussée, les caméras de la télévision. Personne ne pouvait dire si le coup de feu avait blessé quelqu'un, ou peut-être pire...

Peu après, Mme Senard, l'épouse du diplomate séquestré, entra à l'ambassade des États-Unis, située à côté de l'ambassade de France, où les autorités néerlandaises ont installé leur poste de commandement. En quittant l'immeuble, Mme Senard essayait de cacher son visage aux photographes. Vite elle retourna au ministère des affaires étrangères pour attendre la suite des événements en compagnie de ses deux fils.

La nuit devait être longue et pleine d'incertitude. Bientôt, on apprit, par un journaliste de la radio, que l'envoyé de Paris, avec le prisonnier japonais à bord, était arrivé à l'aéroport d'Amsterdam. Dès lors, à chaque mouvement de voiture aux alentours de l'ambassade, une meute de journalistes et de photographes couraient en tous sens comme des aveugles. La première heure limite de l'ultimatum, ensuite la deuxième, et puis, on ne savait plus... Le calme redonnait sur la ville et le jour se leva. Seules les ambulances et les voitures de police restaient sur place. Les badauds avaient disparu, las de cette absence d'événement.

Tout avait commencé, vendredi après-midi à 16 h. 45, quand trois hommes, disant appartenir à l'Armée rouge révolutionnaire, étaient entrés dans l'ambassade de France. En menaçant le concierge et le chauffeur

de l'ambassade de leurs armes, les membres du commando — deux Japonais et un Arabe, semble-t-il, — avaient obligé ces deux premiers otages à monter avec eux dans l'ascenseur pour aller jusqu'au quatrième étage où se trouve le bureau de l'ambassadeur.

Le chauffeur put s'échapper lorsque l'ascenseur s'arrêta au troisième étage. C'est lui, probablement, qui appela la police en signalant qu'il y avait « quelques difficultés à l'intérieur de l'ambassade ».

Trois membres de la police — dont une femme — montèrent alors par le deuxième ascenseur. Lorsque la porte s'ouvrit, des coups de feu éclatèrent. La femme fut blessée assez grièvement et un de ses collègues fut atteint à une jambe.

PHILIP FRERIKS.

(Lire la suite page 2.)

MAJORANT DE 3,5 % LE COUT DU « BRUT »

L'OPEP indexe le prix du pétrole sur le taux d'inflation des pays industrialisés

L'Arabie Saoudite réserve sa position

L'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), réunie à Vienne les 12 et 13 septembre, a décidé d'augmenter les revenus fiscaux de ses membres de 3,5 % pour le quatrième trimestre 1974. Pendant cette période, les prix « affichés » ne seront, en revanche, pas modifiés. Comme la fiscalité constitue l'essentiel du prix effectif payé pour le pétrole brut (le coût de production étant extrêmement faible), cette décision revient à accroître du même pourcentage le coût moyen d'accès au brut.

Il a été, en outre, convenu — et c'est sans doute la décision la plus importante pour l'avenir — que le prix du pétrole serait indexé l'an prochain sur le taux d'inflation des « pays indus-

trialisés ». Ainsi les revenus des États membres seront-ils automatiquement protégés contre l'érosion monétaire. Mais l'Arabie Saoudite ne s'est pas associée à la majoration des recettes fiscales pour le quatrième trimestre, et sa position sur l'échelle mobile reste ambiguë.

Il est probable que les compagnies exploitantes chercheront à répercuter, au moins partiellement, sur leurs prix de vente l'alourdissement de leur charge fiscale, mais, d'une façon générale, on pense que l'effet sur le niveau des prix sera faible.

On peut s'attendre que d'autres pays producteurs de matières premières (café, bauxite, etc.) chercheront à s'organiser pour imposer une solution du même genre en leur faveur.

Après le temps de la conquête, celui de la conservation

Vienne. — On avait cru un moment, vendredi en fin d'après-midi, que les ministres retarderaient jusqu'à samedi la rédaction finale de leur communiqué. M. Yamani, le ministre saoudien du pétrole, s'était retiré trois heures avant la fin, c'est-à-dire vers 20 heures, estimant par écrit les réserves de sa délégation à l'égard de la position adoptée par les autres pays de l'OPEP.

De notre envoyé spécial

Ces réserves ont été incluses dans le communiqué. Les autres pays ont décidé d'augmenter de 3,5 % leurs recettes fiscales. Comment ce pourcentage a-t-il été calculé ? Tout simplement, puisqu'il s'agit d'une hausse trimestrielle, en divisant par quatre le taux annuel retenu par la commission économique de l'OPEP pour l'inflation des pays industrialisés, normalement indiqués dans le communiqué (on ne parle pas d'inflation mondiale mais toujours d'inflation dans les pays industrialisés), soit 14 %. Autrement dit, les pays de l'OPEP se basent sur l'érosion monétaire encourue pendant les trois premiers trimestres.

Ce qui est augmenté, c'est le revenu fiscal moyen des États producteurs, ce qui revient à parler du coût moyen d'accès des grandes compagnies au brut du golfe Persique, puisque le coût de production dans cette région est négligeable. Les grandes compagnies disposent, on le sait, de brut de concession et de brut de participation, maintenant dans

la proportion de 40/60. Le premier leur coûte un peu plus de 7 dollars par baril d'Arabie léger, le second un peu moins de 11 dollars. D'où une moyenne qui s'établit au total d'environ 9,41 dollars par baril, et qui est maintenant de 9,74 dollars. L'augmentation est de 35 cents par baril, ce qui représente bien 3,5 %.

À Quito, en juin dernier, par suite de l'augmentation du taux des cotisations, ce coût moyen était passé de 9,24 à 9,28 dollars. Ce n'est pas ce dernier chiffre auquel l'OPEP a appliqué la hausse de 3,5 %, mais celui de 9,41 qui ressort de l'accord de participation conclu au mois d'août, entre le Koweït et les « Majors » opérant sur son territoire. Dans cet accord, le brut de participation a été fixé non plus à 60 % du prix affiché, comme c'était la coutume depuis quelques temps, mais à 64,8 % de ce même prix. Notons au passage que ces derniers pourcentages sont tout à fait arbitraires. Ainsi s'explique le saut de 9,28 à 9,41.

PHILIPPE SIMONNOT.

(Lire la suite page 19.)

Les difficultés de l'industrie aéronautique

**LA MÉVENTE
DES AVIONS CIVILS
POURRAIT ENTRAÎNER
PLUSIEURS MILLIERS
DE LICENCIEMENTS**

(Lire page 18.)

Le « nouveau matin » des militaires chiliens

IV. — Étrange et tragique jeu d'échecs

La junte militaire qui a renversé le gouvernement d'Unité populaire le 11 septembre 1973 contrôle le pays, mais au prix d'une répression très violente, et dont l'ampleur a même en tendance à croître ces dernières semaines. Cependant, les nouvelles autorités chiliennes ne semblent pas vouloir en place un système dont certaines caractéristiques rappellent ce que l'on a appelé le « modèle brésilien », autoritaire sur le plan politique et très libéral dans le domaine économique (« le monde » des 12, 13 et 14 septembre).

Santiago. — La vie politique chilienne ressemble aujourd'hui à un étrange et tragique jeu d'échecs où les deux adversaires joueraient l'un au-dessus, l'autre au-dessous du plateau. Comment, autrement, expliquer ce déploie-

ment massif de pièces en uniformes, ces manœuvres d'encerclement, ces tirs, ces rafales, ces coups de feu, ces explosions, ce qui n'est plus d'adversaire ?

Cette disposition ne facilite évidemment pas l'observation. Les lectures des journaux peut y aider : les notes discordantes — un échange de lettres fort vives entre le démocrate chrétien et le ministre de l'Intérieur ; le critère par un avocat d'extrême droite de la politique économique de la junte ; une lettre des évêques au chef de l'État — y font l'effet de bombes et sont l'objet d'innombrables commentaires et spéculations ; et puis il y a les oméga, les doubles sens, parfois transparents.

Le point de vue officiel s'étale largement dans la presse. Pour en avoir d'autres, démocrates-chrétiens par exemple, il faut s'armer de patience et avoir des recommandations : « Bien entendu, nous ne me citons pas... » Quant aux responsables de la gauche, aux militants syndicaux, il faut un luxe infini de précautions pour les approcher...

Le visible, le centre du dispositif c'est, dans la plus grande avenue de Santiago, l'édifice Diego Portales — énorme bâtiment moderne et hideux, où Salvador Allende avait, en mars 1972, accueilli la troisième conférence des Nations unies pour le commerce et le développement. L'immeuble abrite la junte et une partie des services gouvernementaux.

Nombreux sont les Chiliens qui, jour après jour, guettent les signes de dissension entre les chefs d'État-major des quatre armées, ou de mécontentement entre

eux et le reste des forces armées. Ces derniers mois, leur attente a été déçue (1). À la fin de juin, le général Augusto Pinochet a renforcé sa prééminence. Il n'était que président de la junte, il est devenu chef suprême de la nation pour une durée indéterminée. Les personnes qui ont vu le chef de l'État récemment l'ont trouvé « sévère », parfaitement convaincu du caractère historique de sa mission ; tirer le pays du « chaos » où l'a plongé le marxisme ; construire les bases, économiques notamment, qui en feront un des États leaders de l'Amérique latine. Pour cela, à peu près tous les moyens lui semblent bons. Il ne paraît pas saisir par le doute.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Rentabilité

Lip, c'est fini : c'est ainsi que M. Messmer avait annoncé, en son temps et à sa façon, la reprise du travail aux usines de Besançon. Qu'en sera-t-il pour M. Chirac et pour le paquebot France, dont l'équipage refuse d'être sacrifié sur l'autel de la rentabilité ?

Le drame dans cette affaire est que la France n'a pas une clientèle étrangère aussi riche que celle des chars AMX ou des avions Mirage et que, à défaut d'être rentable, son exploitation n'est pas moralement aussi justifiable que celle des sous-marins nucléaires.

Désarmer la France, oui ! Désarmer la France, non !

BERNARD CHAPUIS.

LA FIN D'UNE ÉPOQUE

Inter-Variétés disparaît

Quand un journal cesse de paraître, toute la presse s'émue. Inter-Variétés, la chaîne favorite des auditeurs du troisième âge, va se taire le 30 septembre, dans l'indifférence générale, victime d'une conception dérisoire de l'efficacité : la radio d'État, qui s'est alignée depuis des années sur la politique des stations périphériques (peu concernées par ce « marché » dont se désintéressent les annonceurs commerciaux), les abandonne à leur silence ou les condamne aux « tubes » à toute heure. Ainsi, c'est un des aspects du service public de radiodiffusion qui est remis en cause, alors qu'en Grande-Bretagne, la B.B.C. 2 (diffusée sur les grandes ondes) continue de conser-

ver l'ensemble de ses émissions à cet auditoire. L'interruption des émissions d'Inter-Variétés, qui possèdent le soir sur le réseau des petites ondes de France-Inter, était au départ justifiée par l'intention d'améliorer l'écoute d'un France-Culture rénové. Grand projet ! Mais France-Culture ne sera pas « rénové » de sitôt... Tout dépend des intentions du futur président de la société de radiodiffusion. Et si Inter-Variétés se tait, c'est uniquement pour des raisons d'économie : la chaîne était vieillotte, conçue comme une radio-spectacle d'avant la télévision ; mais on avait tout fait pour qu'elle ne se régénère point. — M. E.

(Lire page 11 l'article de MARCELLE MICHEL.)

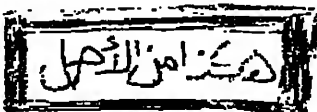
AM

Pierre Gascar L'Homme et l'Animal

« L'histoire passionnée de notre long tête-à-tête avec nos frères inférieurs. »

Déjà paru dans la même série,
Jean E. Charron : L'Homme et l'Univers

ALBIN MICHEL



EUROPE

LA PRISE D'OTAGES A L'AMBASSADE DE FRANCE A LA HAYE

Le premier ministre néerlandais négocie pour la libération des otages

(Suite de la première page.)

Au quatrième étage, l'ambassadeur de France, cinq membres du personnel de l'ambassade et trois visiteurs, dont l'un est un cadre supérieur d'une compagnie pétrolière française, étaient retenus en otages. Plusieurs coups de feu ont été tirés, mais il était impossible de savoir s'il y avait ou non des blessés.

Un médecin appelé d'urgence avait été renvoyé par les membres du commando enfermés dans le bureau de l'ambassadeur. Plusieurs diplomates ont pu éviter de tomber aux mains des membres du commando en se barricadant dans leur bureau. Par téléphone, on leur conseilla de bloquer les portes avec des meubles. Après deux heures d'attente, plusieurs d'entre eux ont réussi à quitter l'ambassade sans être inquiétés, de même qu'une des secrétaires, qui s'était cachée, jusqu'à fort tard dans la soirée, dans une armoire.

Peu après la prise d'otages, les membres du commando lançaient par la fenêtre la lettre qu'on lira d'autre part.

Immédiatement après l'alerte, une ligne téléphonique directe était installée entre le ministère de la Justice néerlandais et les autorités françaises à Paris. Des pourparlers s'engageaient, et vers minuit, deux mystère-20 atterrissaient à l'aéroport Schiphol d'Amsterdam. Dans l'un des appareils se trouvait le prisonnier japonais. C'est alors que les choses se compliquèrent. On disait même que Yutaka Furuya refusait catégoriquement de rejoindre ses camarades à La Haye, tandis que, de leur côté, les membres du commando soupçonnaient les policiers néerlandais de manœuvrer, afin de les faire sortir de l'ambassade.

Au petit matin, les négociations n'avaient pas avancé. Cependant, les membres du commando étaient d'accord pour prolonger leur ultimatum.

En l'absence d'informations précises, les spéculations allaient bon train. La prisonnière japonaise aurait pu être « camarade », parce qu'il en aurait trop dit à la police française. Selon d'autres sources, il s'agissait d'un membre d'une autre

Armée rouge en conflit avec celle des commandos de La Haye.

La police néerlandaise était peu bavarde. Elle ne voulait pas exciter les membres du commando qui étaient sans doute à l'écoute de la radio.

PHILIP FRERIKS.

J. SENARD DIPLOMATE ET MUSICIEN

Né en 1919 d'une famille de propriétaires terriens de Côte-d'Or, proscrit d'adoption, le comte Jacques Senard distille sous le sang-froid professionnel et la réserve diplomatique beaucoup d'humour et de sensibilité. Violoncelliste, lauréat du Conservatoire, il hésita à faire une carrière musicale avant, après sa démobilisation en 1945, il se consacra pour l'INA et la « Carrière » tout court, partit un détachement à FORAN, de 1961 à 1963, et un séjour au Caire, de 1963 à 1967, il fut en poste à l'administration centrale, à la direction d'Europe notamment, avant d'être, en 1969, chef du protocole. Il est depuis 1972 ambassadeur à La Haye.

Son épouse, née Mireille de La Croix de Chevrières, et deux de leurs enfants, sont restés d'urgence à La Haye dans la nuit de vendredi à samedi.

L'AMBASSADEUR A PU TÉLÉPHONER AU QUAI D'ORSAY

M. Senard a téléphoné vers 2 h 30 du matin à M. Fauriol, directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères, qui, avec d'autres membres du cabinet, a passé la nuit au Quai d'Orsay. L'ambassadeur a été réconforté par un simple dîner de la situation.

LES EXIGENCES DU COMMANDO

Dans la soirée de vendredi, le commando japonais avait fait parvenir aux autorités néerlandaises la lettre suivante : « Autorités françaises et autorités néerlandaises : nous tenons en otages l'ambassadeur Senard et un certain nombre d'autres personnes. Nous exigeons la libération du camarade Furuya, détenu à la prison de La Santé, selon les modalités suivantes, qui doivent être appliquées à la lettre : »

- 1) Notre camarade Furuya doit nous être remis à 3 heures samedi matin à l'ambassade.
- 2) Un autobus avec chauffeur doit être prêt à nous transporter en temps voulu à l'aéroport de Schiphol, au vu de nos, devant le bâtiment principal du terminus.
- 3) Un Boeing 707 ayant fait le plein d'essence, avec seulement un pilote et un copilote, prêt à décoller immédiatement.
- 4) Une fois arrivés à notre destination, l'ambassadeur et les autres otages seront relâchés sans délai.
- 5) Toute tentative physique, à quelque moment que ce soit, contre nous sera considérée comme un acte d'agression et nous y répondrons comme il convient.
- 6) Si à 3 heures samedi matin, heure limite, notre camarade Furuya ne nous a pas été remis, nous procéderons à l'interdiction régulière, à l'annulation des otages jusqu'à ce que nos exigences soient pleinement satisfaites.

Signé : l'Armée rouge japonaise.

Espagne

Après l'attentat de Madrid qui a fait onze morts

La politique du gouvernement ne sera pas influencée par la violence

déclare le ministre de l'information

Madrid (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — L'explosion qui, le vendredi 13 septembre, à l'heure du déjeuner, a ravagé le restaurant « Cafeteria Roldán », situé sur la célèbre place de la Puerta-del-Sol, en face du bâtiment de la direction générale de la sécurité (nos éditions du 14 septembre), a fait officiellement onze morts et soixante et onze blessés. Communiquant les chiffres officiels dans la soirée, M. Francisco Duque, directeur général de la sécurité, a précisé que parmi les blessés figuraient onze policiers. Le restaurant « Roldán » était très fréquenté, en effet, par des fonctionnaires de la sécurité.

Des mesures de police exceptionnelles ont, néanmoins, aussitôt été prises pour tenter de découvrir les auteurs de l'attentat le plus meurtrier survenu en Espagne depuis la fin de la guerre civile. Des barrages ont été établis tout autour de Madrid, et, dans les gares et les aéroports, tous les voyageurs sont soumis à de très strictes contrôles d'identité. Des interrogatoires qui avaient eu lieu aussitôt après l'explosion dans le voisinage de la Puerta-del-Sol n'ont rien donné.

Aucune organisation extrémiste n'a, jusqu'à présent, revendiqué l'attentat, qualifié par le ministre de l'information espagnol de « barbare et criminel ». Dans certains milieux gouvernementaux, on estime, sans pouvoir encore en apporter la preuve, que cette action pourrait être l'œuvre d'un groupe extrémiste de gauche. De nombreux attentats perpétrés ces derniers mois en Espagne ont, en effet, été revendiqués par telle ou telle organisation de ce type.

Toutefois, le dernier attentat « de gauche » (évidemment, perpétré pour faire des victimes civiles) remonte à 1963 à Madrid. Il visait les locaux mêmes de la direction générale de la sécurité, et était le fait d'archaïques.

Ces mêmes milieux gouvernementaux accusent en particulier l'organisation séparatiste basque ETA. Mais celle-ci, précisément, s'est toujours efforcée de ne pas faire de victimes civiles, faisant précéder ses attentats d'appels téléphoniques. L'attentat contre l'amiral Carrero Blanco, le 20 décembre 1973, également attribué, officiellement, à l'ETA, était, quant à lui, dirigé contre une personnalité politique bien délimitée. On accuse aussi, parfois, le Front révolutionnaire antistariste et patriote (FRAP), de tendance gauchiste.

Pourquoi, l'enquête de la police ne devrait pas s'orienter exclusivement vers les groupes de gau-

che, estiment les observateurs madrileños. L'explosion de vendredi est, en effet, survenue trois jours après les tentatives de négociations du chef du gouvernement, M. Carlos Arias Navarro, confirmant la politique d'ouverture qu'il avait annoncée en février dernier. Il est évident qu'une flambée de violence pourrait avoir pour effet de bloquer un processus de libéralisation.

Le ministre de l'information, M. Pio Cabanillas, a néanmoins tenu à affirmer, le 13 septembre, dans la soirée, que la politique du gouvernement ne sera pas influencée par des événements violents de ce type.

Affente et tractations

17 h. 34. — LA HAYE : L'A.F.P. fait état d'un incident à l'ambassade de France. Un homme qui s'était introduit dans l'immeuble blessé deux membres de la police qui avaient été appelés sur les lieux. Un barrage est établi autour de l'ambassade, avec laquelle les communications téléphoniques sont coupées. On apprendra plus tard que l'homme était un Japonais, qu'il était accompagné de deux autres personnes, que les terroristes appartenaient à l'Armée rouge japonaise et que l'un des trois membres du commando a été blessé lors de l'affrontement avec la police.

18 h. — La police néerlandaise annonce que l'ambassadeur de France, M. Senard, est retenu en otage avec plusieurs personnes (cinq membres du personnel de l'ambassade et trois visiteurs) et que le commando réclame la libération d'un Japonais détenu depuis le 27 juillet à la prison de La Santé, à Paris, Yutaka Furuya.

18 h. 52. — L'ambassadeur du Japon aux Pays-Bas, M. Shigeru Hirota, arrive à l'ambassade de France pour participer à la négociation. Dans la nuit, on apprendra qu'il se serait offert à prendre la place de M. Senard et les commandos s'engageaient à échanger celui-ci avec eux.

20 h. 15. — Les exigences du commando sont précisées. Il demande que Furuya soit transféré avant 3 heures du matin à l'ambassade.

de France à La Haye et que soient mis à leur disposition un autocar pour les conduire à l'aéroport de Schiphol-Amsterdam, et un Boeing, avec son pilote et son copilote, prêts à partir pour une destination inconnue. Il menace d'exterminer un otage à intervalle régulier si ces exigences ne sont pas satisfaites.

21 h. — PARIS : le préfet de police, M. Fauriol, se rend à la prison de La Santé.

22 h. 24. — Yutaka Furuya quitte la Santé, dont la police avait fait évacuer les abords une demi-heure plus tôt.

23 h. 22. — Un mystère-20 ayant à son bord le Japonais Yutaka Furuya et des policiers décolle de la base militaire de Vlieland. Il arrive à Schiphol à 0 h. 45, samedi, précédé, à 23 h. 45, d'un premier mystère-20 ayant à son bord des fonctionnaires de la police judiciaire française. On apprend, à minuit, que Furuya, avant de quitter Vlieland, a posé une nouvelle exigence : le versement au commando japonais d'un million de dollars.

1. — PARIS : on apprend qu'une réunion, présidée par M. Fauriol et à laquelle assiste M. Fauriol, se tient au ministère de l'Intérieur.

2. — LA HAYE : la police néerlandaise décide de faire un black-out total sur son action.

3. — Furuya, entouré de policiers, descend du mystère-20. De l'aéroport, par l'intermédiaire d'une interprète néerlandaise et en présence de membres des services de sécurité français et néerlandais, il entre en liaison téléphonique avec les membres de l'Armée rouge japonaise à La Haye. Il refuse, par la suite, d'être conduit auprès de ses compatriotes.

4. — On apprend que le commando a repoussé d'une heure l'expiration de son ultimatum (fixé ainsi à 4 h. du matin).

5. — La police néerlandaise propose au commando japonais de quitter l'ambassade de France pour se rendre à l'ambassade d'Égypte. Cette proposition aurait été acceptée par les membres de l'Armée rouge japonaise à condition que les autorités néerlandaises leur remettent le prisonnier japonais, qui se trouve toujours à l'aéroport de Schiphol. Des sources néerlandaises ont confirmé un peu plus tard que l'ambassadeur d'Égypte aux Pays-Bas, M. Galal Elwak Abdel Wahab Elwak, a servi d'intermédiaire entre le commando français et le commando. Il était en poste auparavant à Tokyo, et sa connaissance du comportement japonais a, dit-on, été très utile.

6. — LA HAYE : quatre inconnus sont arrivés à l'ambassade de France. On estime qu'ils pourraient être destinés au transfert du commando et de ses otages.

7. — Le commando (qui avait auparavant réclamé un médecin) demande des médicaments pour l'un de ses membres atteint de diabète.

8. — PARIS : on précise, au ministère de l'Intérieur, que Furuya (qui est toujours à Schiphol, où il a pris place dans une voiture) n'est pas prisonnier des autorités françaises, et en attendant la fin des négociations.

9. — M. Joop Den Uyl, premier ministre néerlandais, propose au commando de mettre à sa disposition un avion de la compagnie nationale K.M.M. à condition qu'il se désaisisse de ses armes, ce qu'il refuse catégoriquement.

L'ARTICLE 147

La libération — sur décision de M. Jean Berthoin, premier juge d'instruction à Paris — du ressortissant japonais incorporé à la Santé sous le nom de Yutaka Furuya, résulte des dispositions de l'article 147, alinéa 2, du code de procédure pénale qui dispose : « Le procureur de la République peut requérir de l'autorité compétente la mise en liberté provisoire d'un étranger, à condition que la mise en liberté ne présente pas de danger pour la société. »

Le juge d'instruction n'est pas, à la différence du procureur, soumis à hiérarchie dans l'exercice de son pouvoir juridictionnel. Il a donc, en principe, le droit de ne pas déférer à des réquisitions. Si un appel est formé contre son refus, il est porté devant la chambre d'accusation qui doit se prononcer dans les quatre jours.

Ces dispositions ont, évidemment, en l'espèce, un caractère très théorique. L'incarcération de Yutaka Furuya, qui est détenu depuis vingt-cinq ans, remonte au 26 juillet dernier. Il avait été interpellé à l'aéroport d'Orly en possession de faux passeports et de 10 000 dollars en fausses coupures. Il était également porteur d'instructions codées lui donnant mission d'enlever des ambassadeurs ou des hommes d'État japonais.

Couramment, alors que cette arrestation était passée inaperçue ou qu'on avait voulu qu'elle reste telle, la D.S.T. (Direction de la surveillance du territoire), avait fait connaître un mois plus tard (le Monde du 1^{er} septembre). La D.S.T. aurait même insisté auprès de certaines agences de presse et d'un journal pour qu'il en soit largement fait état.

Depuis lors, huit décisions d'expulsion avaient été prises contre des ressortissants japonais, soupçonnés d'avoir des relations avec l'organisation révolutionnaire pro-palestinienne Armée rouge.

AVANT LE DINER EUROPÉEN DE L'ÉLYSÉE

M. Ortoli s'élève contre l'abus du « veto » et le renforcement des pouvoirs des ministres

Avant le dîner de l'Élysée, ce samedi 14 septembre, les invités de M. Giscard d'Estaing — les chefs de gouvernement de l'Allemagne fédérale, du Danemark, de Belgique, de Grande-Bretagne, d'Irlande, d'Italie, du Luxembourg, et des Pays-Bas — et le président de la Commission de Bruxelles, M. Ortoli, ont multiplié les déclarations.

Dans un discours prononcé vendredi à Mayence, M. Ortoli s'est prononcé « à l'encontre des intentions prêtées à M. Giscard d'Estaing et Schmidt » contre un éventuel renforcement du rôle du conseil des ministres aux dépens de la Commission. Il a notamment déclaré :

« L'attribuer beaucoup de nos tâches à l'exécution, de la recherche de solutions intergouvernementales, où la logique et l'efficacité exigeraient des instruments communs. (...) Nous sommes toujours battus depuis quelques années et ceci plus d'années dans les périodes dures, sur les mêmes obstacles : »

« Le refus de plus en plus marqué de s'engager dans des politiques communes, de transférer des compétences, qui fait que tout est l'objet de décisions ad hoc, prises hors d'un cadre rigoureux, au coup par coup, sous l'influence des circonstances ou des humeurs. (...) »

« Le blocage des mécanismes

de décision, parce que le principe d'unicité, même lorsqu'il n'est pas énoncé, présente en réalité à toute l'action communautaire et cela jusque dans les détails. (...) »

« Le peu qui s'est fait dans les derniers mois l'a été, pour la Commission. (...) »

« L'initiative de l'initiative de la Commission de Rome, mais peu tangible et même dangereuse. (...) »

« La solution n'est pas dans un équilibre différent ou une des institutions. Elle est dans un renforcement de l'ensemble des institutions, par un retour à leur fonctionnement régulier et sain, et par les compléments que l'expérience peut apporter. »

Le silence de M. Wilson

Plusieurs chefs de gouvernement ont fait des déclarations, vendredi, à la télévision française, à l'écrit : « Un jour on verra un gouvernement européen. On pourra passer par la suite confédéral avant d'arriver à un État fédéral. » M. Den Uyl (Pays-Bas), a réitéré « un Parlement doté de véritables pouvoirs ». M. Schmidt (Allemagne fédérale), a réitéré l'image d'un « tandem » franco-allemand, image inacceptable pour lui-même que

pour M. Giscard d'Estaing, car un « tandem est proposé par deux personnes et piloté par une seule ». Selon le commentateur de l'O.L.T.F., M. Wilson (Grande-Bretagne), a refusé de donner son avis sur l'avenir de l'Europe.

M.M. Berkhout, président néerlandais, et Spénale, vice-président du conseil des ministres, ont été reçus vendredi 13 septembre par M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères et président du conseil des ministres de la Communauté. M. Berkhout a notamment mis en garde la Communauté contre « un « sommet » qui servirait d'alibi à la non-exécution des décisions des précédents « sommets », notamment des décisions de 1972.

Il a réitéré avec insistance le renforcement des pouvoirs budgétaires par le traité de 1970. Le budget de la Communauté, alloué par des ressources propres, s'élève à près de 37 milliards de francs et dépassera celui de la Belgique, a-t-il dit, sans être contrôlé par les Parlements nationaux. Selon M. Berkhout, le ministre français a répondu que « la France avait aussi l'obligation d'améliorer l'équilibre des institutions » que ses partenaires voudraient aller.

Les conversations du dîner de l'Élysée sont prévues pour environ cinq heures.

L'Armée rouge japonaise

« THE PARIS CONNECTION »

« Exporter le terrorisme » et participer à toutes les révolutions par des actes exemplaires, tels sont, depuis l'origine, les mots d'ordre de l'Armée rouge japonaise (en japonais, Seikigun). Le surajoutement, au cours de ces deux dernières années, de ses activités aux quatre coins du monde s'inscrit dans la stratégie du mouvement : l'attentat de Lod (l'aéroport de Tel-Aviv) en mai 1972, qui fit vingt-cinq morts et quatre-vingts blessés, le détournement en juillet 1973, d'un Boeing-747 de la Japan Air Lines, l'attaque de la raffinerie Shell à Singapour en février dernier et l'opération lancée, vendredi 13 septembre, contre l'ambassade de France à La Haye démontrent que ceux qui se nomment les soldats de la révolution ont réussi à constituer un véritable réseau international capable d'intervenir partout.

Depuis la fin des années 60, l'Armée rouge est, au Japon, à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire armée. Dès le mois de mars 1970, le détournement spectaculaire d'un Boeing de la JAL vers la Corée du Nord par neuf de ses membres fait de la Seikigun la cible principale de la police japonaise, qui cherche à l'écarter du reste du mouvement étudiant. L'Armée rouge était née quelques mois plus tôt, à la fin de 1969, peu avant le départ du premier ministre, M. Eisaku Sato, pour les États-Unis, où il devait renouveler le traité de sécurité nippo-américain. La Ligue communiste japonaise, de tendance trotskiste, se divise alors sur la tactique à adopter. La gauche révolutionnaire a peine, en fait, à se ressaisir au lendemain des grandes luttes de 1969 de l'université de Tokyo. Dans ce contexte, la création de l'Armée rouge, c'est la réponse de ceux qui refusent de « tomber dans le chauvinisme et la non-violence ». Fortement structurée, le mouvement — qui a à sa tête un comité central et dispose de ramifications locales constituées par des groupes de cinq militants — s'engage immédiatement sur la voie de la guérilla urbaine : attaques à la bombe, postes de police, hold-up dans les banques, etc.

Des déviationnistes lynchés

C'est au lendemain de la découverte, en mars 1972, de lynchages pour « déviationnisme » commis par des membres de l'Armée rouge, qui ont « pris le maquis » dans les montagnes japonaises, et dont sont victimes de jeunes membres du mouvement, que sont confirmées par la police japonaise les relations de la Seikigun avec les organisations palestiniennes et notamment le F.P.L.P. L'attentat de Tel-Aviv, deux mois plus tard, se situe bien dans la perspective qui est celle de l'Armée rouge. En rejoignant les Palestiniens, les extrémistes japonais ont deux buts : d'une part, déplacer le centre de la révolution et contribuer à la formation d'une armée internationale de front populaire d'autre part, acquérir une connaissance pratique de la guérilla. A l'origine, ils pensaient avoir des bases en Amérique latine et en République populaire démocratique de Corée : en fait, ni les

Cubains ni les Coréens du Nord ne semblaient enthousiasmés. Les Palestiniens, en revanche, les ont acceptés.

Lors de son passage au Japon, en 1971, pour la présentation du film La déclaration de guerre mondiale du F.P.L.P., et de l'Armée rouge, un membre du Front populaire de libération de la Palestine, un certain Ghanem, avait exhorté les volontaires japonais à se joindre à ses compatriotes. L'un des premiers membres de l'Armée rouge à répondre à cet appel fut Fusako Shigenobu, une jeune étudiante de l'université Meiji à Tokyo, qui passe aujourd'hui pour être l'un des chefs du réseau, organisé par le mouvement, au Proche-Orient. Militante de la première heure, elle fut arrêtée, en mai 1970, par la police japonaise, soupçonnée de tentative d'assassinat, puis relâchée faute de preuve. En février 1971, elle est à Beyrouth. En fait, au cours de l'année dernière, une trentaine de militants fidèles par la police japonaise auraient clandestinement quitté le Japon. Destination : le Proche-Orient. De là, certains gagnent l'Europe.

Paris est l'une de leurs plaques tournantes. C'est de la capitale française que part Miyazawa qui participe, en juillet 1973, au détournement du Boeing-747 de la JAL. C'est également à Paris qu'est arrêté, à la fin du mois de juillet dernier, Yutaka Furuya, porteur de 10 000 dollars en faux billets, inculpé d'usage et de recel de faux papiers, et dont les militants de la Haye ont exigé vendredi qu'il les rejoigne. Un coup de filet, lancé ces deux dernières semaines, a été très fructueux : c'est ainsi que neuf expulsions ont été prononcées, figure une jeune femme, Mariko Yamamoto, que la police japonaise affirme être l'un des membres-clés d'un nouveau groupe, comptant une dizaine de militants, qui s'est reconstitué à Kyoto : le groupe « V.Z. 58 » (du nom de la mitrailleuse utilisée à Lod), Yamamoto, qui a gagné Beyrouth le 5 septembre, aurait servi d'intermédiaire entre les militants restés au Japon, ceux qui se trouvaient à Paris et Fusako Shigenobu, elle-même dans la capitale libanaise. Selon certaines sources, cette dernière aurait été vue à Paris au mois de mai et serait à l'origine des instructions relatives à l'attentat de Yutaka Furuya par la police française concernant les projets d'enlèvement d'ambassadeurs japonais en poste en Europe, ainsi que de personnalités importantes des sociétés nippones.

La rapidité de la réponse de l'Armée rouge à l'arrestation de Yutaka Furuya tendrait à prouver que le mouvement, affaibli par les arrestations successives opérées au Japon, s'est reconstitué à l'étranger. Le Seikigun, dont on a pu penser qu'elle n'était plus qu'une référence commode pour des actes individuels et isolés, est, en fait, un mouvement structuré, aux opérations partiellement coordonnées. Lorsque Okamoto, le terroriste de Lod, annonçait, au cours de son procès, que « d'autres actes viendraient », il ne se gaussez pas d'une menace gratuite mais d'un défi réel.

PHILIPPE PONS.

Mgr Mak...
a l'A...

Allemagne fédérale
de Berlin et les crédits à l'...
seront les deux grands thèmes
contraints de M. Giscard d'Estaing

Union soviétique
M. Ségan...
EN VISITE A MO...

سكوت الامم المتحدة

EUROPE PROCHE-ORIENT

Yugoslavie

Après la découverte d'un groupe clandestin

LE GOUVERNEMENT A ENVOYÉ DES NOTES AUX PAYS DE L'EST

Belgrade (Reuter). — Après la déclaration, confirmée par le maréchal Tito, d'une organisation clandestine de militaires « communistes », le gouvernement a envoyé des notes aux capitales des pays de l'Est. Elle rappelle l'importance qu'elle attache au principe de non-ingérence étrangère dans ses affaires. Certaines capitales ont répondu de manière immédiate et satisfaisante, dit-on à Belgrade. D'autres ne l'ont pas encore fait.

Les deux dirigeants de cette organisation vivent à l'étranger, indique-t-on vendredi de source digne de foi, à Belgrade. L'un s'appelle Milica Perovitch et a émigré à Kiev, capitale de l'Ukraine. L'autre, Vlado Dapcevitich, ancien colonel et ancien attaché militaire, dirige un groupe antiterroriste à Brno. Tous deux ont été condamnés à la prison après 1948 — date de la rupture entre la Yougoslavie et l'Union soviétique — et ont quitté le pays en 1952.

Allemagne fédérale

Le problème de Berlin et les crédits à l'U.R.S.S. seront les deux grands thèmes des entretiens de M. Gromyko à Bonn

De notre correspondant

Bonn. — Le séjour de quarante-huit heures de M. André Gromyko doit faire dans la capitale fédérale les dimanche 15 et lundi 16 septembre est présenté à Bonn comme une visite de routine. Le ministre soviétique des affaires étrangères doit s'entretenir avec son collègue ouest-allemand, M. Genscher, puis avec le chancelier Schmidt et avec M. Scheel, président de la République. Les relations entre la R.F.A. et l'U.R.S.S. ont perdu tout caractère dramatique ou spectaculaire, dit-on ici. Il s'agit maintenant de développer concrètement la coopération prévue par le traité de Moscou.

Cependant, cette visite est importante parce qu'elle permet la première prise de contact de la nouvelle équipe au pouvoir à Bonn avec les dirigeants soviétiques. Certes, dans la déclaration gouvernementale, M. Schmidt a affirmé son intention de continuer la politique à l'Est de son prédécesseur. Mais, depuis son arrivée au pouvoir, il a donné clairement la priorité à la politique à l'Ouest. M. Gromyko voudra certainement savoir comment le gouvernement fédéral concilie cette priorité et cette continuité.

Les entretiens du ministre soviétique continueront, d'autre part, à préparer la visite que M. Schmidt doit faire à Moscou cet automne, fin octobre ou début novembre. Le chancelier répondra à une invitation faite à M. Brandt, qui aura été se rendre à Moscou au mois de juillet dernier.

On considère à Bonn que MM. Gromyko, Genscher et Schmidt évoqueront le conflit chypriote, la situation à Méditerranée orientale, la crise au Proche-Orient, les futurs débats à l'Assemblée générale de l'ONU et les travaux de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Les Soviétiques souhaitent une conclusion rapide, alors que les Allemands de l'Ouest ne sont pas les derniers à penser les Occidentaux à poser des conditions.

A côté du « regroupement des familles », c'est-à-dire la possibilité pour des Soviétiques d'origine allemande de gagner la R.F.A., deux thèmes devraient dominer les entretiens. Le gouvernement de Bonn veut parler une nouvelle fois du problème de Berlin. Un article de la *Frankfurter Allgemeine*, publié à l'occasion du troisième anniversaire de la signature de l'accord de quatre sur Berlin, a particulièrement attiré l'attention des Allemands de l'Ouest. Dans ce texte, les Soviétiques réaffirment leur interprétation traditionnelle et déclarent que « les actions unilatérales violent l'esprit et la lettre de l'accord » ne resteront pas sans suite. C'est une allusion très claire à l'installation de l'Office fédéral de l'environnement à Berlin-Ouest qui a provoqué les protestations de Moscou et de Berlin-Est et des tracasseries sur les voies d'accès à l'ancienne capitale du Reich, au mois de juillet dernier. Entre temps, la situation est redevenue normale et le gouvernement de Bonn estime avoir passé l'épreuve avec succès.

Il reste que la formule de « strict respect et pleine application » de l'accord, adoptée par MM. Brandt et Brejnev, lors du voyage du secrétaire général du P.C. soviétique en République fédérale au printemps 1973, se heurte à des interprétations divergentes. Aussi le gouvernement fédéral souhaiterait-il arriver avec l'U.R.S.S. à un arrangement

Chypre

Mgr Makarios conduirait la délégation de son pays à l'Assemblée générale des Nations unies

Les premiers échanges de prisonniers à Chypre auront lieu à partir du lundi 16 septembre, a annoncé vendredi le porte-parole des Nations unies, à l'issue de la troisième rencontre à Nicosie, en une semaine, de M. Cléridis, président de la République, et de M. Denktash, chef de la communauté chypriote turque.

Ce premier échange, qui concerne les malades et les blessés, sera suivi de celui des prisonniers âgés de moins de dix-huit ans, des étudiants et des professeurs.

De bonne source, on indique que le nombre des prisonniers turcs s'élèverait à 3 000, parmi lesquels figureraient 254 personnes âgées de moins de dix-huit ans et 238 de plus de cinquante ans, et celui des prisonniers grecs à 2 500, dont 250 âgés de moins de dix-huit ans et 23 de plus de cinquante ans.

De notre envoyé spécial

un très prochain « troisième round » de la guerre. Certes, personne dans les milieux politiques et diplomatiques n'envisage l'hypothèse d'un « troisième acte ». Mais aucun signe véritablement sérieux et vérifié n'en a jusqu'ici fait pressentir l'approche et encore moins l'imminence. On peut en fait penser que l'intensité ressentie par la communauté grecque et tous ces « bruits » de pourparlers de réconciliation qui empêche encore de discerner le futur immédiat de l'île. Les chefs des deux communautés ont beau se rencontrer, trouver des amorce d'accords sur les problèmes humanitaires les plus urgents, rien aux yeux de l'opinion publique ne semble bouger fondamentalement.

Ce climat d'attente et d'incertitude aggrave le sort de la population. On ne compte plus le nombre de réfugiés balisés devant les vitrines des magasins. Les affaires sont paralysées et les marchands de valises seront bientôt seuls à connaître une certaine prospérité. Certes, on ne peut pas l'ignorer, mais le gouvernement chypriote grec a tout de même décidé vendredi de prendre de sévères mesures pour empêcher de quitter l'île tous ceux qui ne peuvent justifier d'une raison impérieuse.

Actuellement, les milieux politiques s'entrevoient d'abord l'Assemblée générale de l'ONU à laquelle l'ensemble de la presse accorde une importance primordiale. Certains y voient la seule « planche de salut » ; d'autres, plus circonspects, estiment au moins qu'elle représente la meilleure tribune pour plaider la cause de l'île déchirée et une excellente occasion de renforcer les appels diplomatiques, en particulier auprès des pays non-alignés. Tous pressent le gouvernement de M. Cléridis d'utiliser l'Assemblée générale afin d'internationaliser le conflit et de casser ainsi définitivement le « cadre étroit et vicieux » des négociations de Genève.

Il paraît maintenant très probable que la délégation chypriote sera conduite par Mgr Makarios, général, afin que Berlin-Ouest soit systématiquement inclus dans les accords avec les pays socialistes. Le deuxième thème concerne la coopération économique. L'année dernière, les échanges entre les deux pays ont atteint la valeur de 5 milliards de marks (environ 9 milliards de francs) avec un solde de 1,1 milliard de marks en faveur de la République fédérale, qui reste le premier partenaire occidental de l'U.R.S.S. Mais les Soviétiques voudraient plus. Ils souhaitent que Bonn leur accorde des crédits à long terme, et à bon marché, pour financer des projets industriels auxquels les Allemands seraient intéressés. Tous les ministres de la République fédérale qui sont allés ces dernières années à Moscou ont toujours refusé de satisfaire ces demandes, et il paraît peu probable que M. Schmidt se montre plus généreux. Il fera valoir à M. Gromyko que le gouvernement fédéral peut seulement accorder sa garantie à des crédits à l'exportation. La dette de l'U.R.S.S. vis-à-vis de la R.F.A. s'élève d'ailleurs déjà à près de 3 milliards de marks.

Après l'octroi de crédits ouest-allemands à la Yougoslavie, à la Grèce, au Bangladesh, etc., les Soviétiques risquent cependant de se faire plus insistants. L'U.R.S.S. demande des conditions de « pays sous-développés », mais ne saurait être considéré comme tel, nous a déclaré M. Egon Bahr, ministre de la coopération économique. En tout cas, aucun crédit ne viendra du budget de mon administration. Les Soviétiques, pour leur part, estiment que les Allemands pour raient se montrer plus conciliants si le ralentissement de l'activité économique en Occident les obligeait à chercher d'autres marchés.

DANIEL VERNET.

Union soviétique

M. SEGARD EN VISITE À MOSCOU

Moscou. — M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat au commerce extérieur français, a présidé vendredi à Moscou la journée française de l'exposition Polytechnique 74, organisée au parc Sokolniki. Près de cinq cents entreprises, représentant dix-neuf pays, participent à cette exposition. Le pavillon français, malheureusement, a été ravagé par un incendie le 29 août dernier, et quelques-unes seulement des réalisations françaises sont présentées dans un bâtiment de fortune.

M. Segard, qui s'est entretenu vendredi 13 septembre avec M. Kiriline, président du Comité d'Etat pour la science et la technique et qui doit rencontrer lundi prochain M. Poutatchev, ministre soviétique du commerce extérieur, entend, d'autre part, profiter de son séjour en U.R.S.S. pour donner le coup d'envoi à deux négociations franco-soviétiques : l'une portera sur la conclusion d'un accord de coopération économique de cinq ans ; l'autre concernera la mise au point d'un accord financier pour l'octroi de crédits gouvernementaux français destinés à faciliter l'achat par l'U.R.S.S. de biens d'équipement français. — J. A.

AU COURS DE SES ENTRETIENS DE WASHINGTON

M. Rabin obtient satisfaction sur la poursuite des fournitures militaires américaines à Israël

A l'issue de ses entretiens avec les dirigeants américains, le premier ministre israélien, M. Rabin, a quitté vendredi 13 septembre Washington pour New-York, où il rencontrera les dirigeants de la communauté israélienne avant de repartir pour Jérusalem.

Selon notre correspondant, le chef du gouvernement israélien a obtenu entière satisfaction en ce qui concerne la poursuite des fournitures militaires à Israël.

De notre correspondant

Washington. — Il semble que le résultat le plus important des conversations qu'a eues le premier ministre d'Israël, M. Itzhak Rabin, avec le président Ford et M. Kissinger, a été la décision de Washington de four-

nir à Israël des armes dans un avenir assez proche. Les fonds dont dispose actuellement l'administration américaine sont jugés suffisants pour le renouvellement de l'arsenal israélien « ordinaire ». En ce qui concerne les demandes de Jérusalem pour la fourniture d'armes sophistiquées qu'entraveront en service que vers la fin de la décennie actuelle et qui sont extrêmement coûteuses, une autorisation du Congrès est indispensable. Il semble que le président Ford ait promis de demander lui-même cette autorisation.

Kuneitra et Oradour

LA LICA S'ÉLÈVE CONTRE LES DÉCLARATIONS DE M. OFFROY

La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICA) a réagi avec indignation contre les propos tenus par M. Offroy, député U.D.R. de Seine-Maritime, et reproduits dans le *Monde* du 13 septembre.

« La comparaison faite par celui-ci de Kuneitra avec Oradour-sur-Glane est une insulte à la Résistance et aux victimes d'Oradour-sur-Glane », déclare le communiqué, qui ajoute : « Une délégation de la LICA a visité Kuneitra en 1972. Elle était composée de son président Pierre Bloch, de MM. André Montiel, ancien ministre ; Joël Le Tac, député U.D.R., compagnon de la Libération ; Pierre Girard et José Moynet, sénateurs ; Lucien Finel et Daniel Benassy ; de Mme Marie-Madeleine Fourcade, présidente du C.A.R. ; et de M. Michel Thomin, membre du comité directeur du parti socialiste.

« La délégation avait pu constater que Kuneitra, qui était en première ligne, avait été bombardée durant deux guerres (celle de six jours et celle du Kippour) et était malheureusement en partie détruite à la suite des combats acharnés qui avaient eu lieu dans cette région.

« Par contre la délégation n'a vu aucune manifestation ni de mortuaires, ni de cimetières.

« Il a fallu que ce soit la délégation allemande qui rappelle M. Offroy à plus de décence.

« Quel souflet pour lui ! »

En échange de ces promesses américaines qui, selon le porte-parole de la Maison Blanche, constitue « une manifestation concrète de l'engagement américain d'assurer la défense et la survie de l'Etat d'Israël », M. Rabin a promis que son gouvernement ne refuserait pas de s'engager dans une nouvelle étape de négociations avec les pays arabes.

Le premier ministre israélien a, cependant, exprimé la préférence de son gouvernement pour des négociations bilatérales avec l'Egypte, estimant que ces dernières présentaient plus de chances de succès qu'un accord de dégelage avec la Jordanie. M. Rabin n'a pas caché que les idées chères à certains responsables du département d'Etat, au sujet de pourparlers avec Amman, suscitaient peu d'enthousiasme à Jérusalem. Il a fait valoir, d'autre part, que, de toute manière, Israël n'était plus disposé à se contenter, dans les prochaines étapes, de négociations portant uniquement sur des opérations de dégelage, mais était en droit de s'attendre à des déclarations de « non belligérance » de la part de ses voisins. — Ph. B.

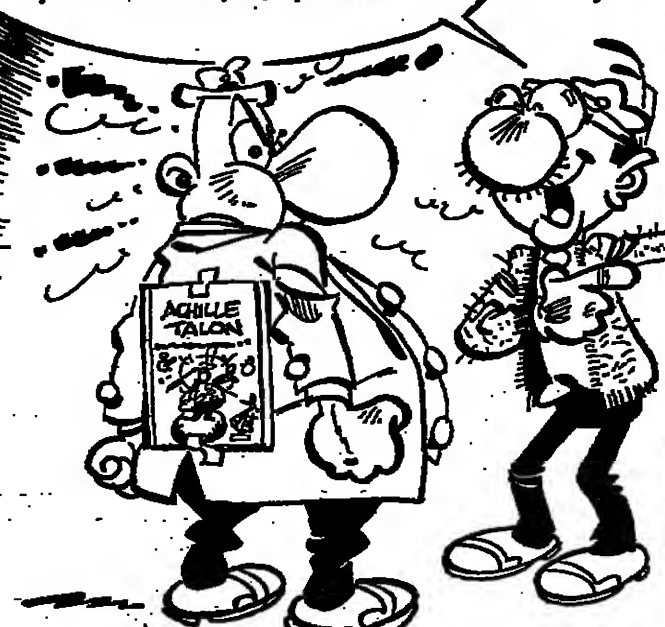
« La grève de la faim devant le mur des lamentations, à Jérusalem, de militants du mouvement des « Panthères noires », qui demandent la grâce d'un dirigeant de cette organisation, Charles Rittman, condamné à sept mois de prison, est entrée le samedi 14 septembre dans son quatrième jour.

Brillez dans les dîners mondains (ou soyez la vedette du réfectoire) : CITEZ-EN DES PASSAGES!

VOUS AVEZ VU ? VOTRE NOUVEL ALBUM EST EN VENTE PARTOUT!

ÇA C'EST UNE SURPRISE, HEIN ?

JE ME SOIS DIT : JE VAIS LE MONTRER TOUT DE SUITE À TOUT LE MONDE, ÇA LUI FERA PLAISIR...



ACHILLE TALON

"ACHILLE TALON, LE ROI DE LA SCIENCE-DICTION" EST LE 10^{ème} ALBUM DE CETTE COLLECTION. COMMENCEZ PAR LUI!

DARGAUD ÉDITEUR

AFRIQUE

ASIE

DU CONGRÈS DU PARTI DESTOURIEN

DANS UNE LETTRE AU PRÉSIDENT

M. Masmoudi déplore de ne pouvoir s'expliquer devant le congrès sur les reproches qui lui sont faits

C'est que se tient à Monastir le congrès du parti socialiste destourien. M. Mohamed Masmoudi, évincé de son poste de ministre des affaires étrangères en janvier dernier, après que le projet de fusion avec la Libye eut tourné court, puis suspendu au début de février de toute activité au sein du parti, vient d'adresser au président Bourguiba une lettre dont nous publions ci-dessous de très larges extraits :

« Monsieur le président,

Permettez-moi de m'adresser à vous en tant que président du parti.

« C'est par la presse que j'ai appris la décision que vous avez prise à Genève de me suspendre du parti. Je ne suis alors allé ni de commenter cette décision. Aux yeux de certains « amis », je devais encombrier votre indigestible agenda. J'ai préféré m'écarter de leur champ d'action. J'attendais le congrès pour m'expliquer dans la clarté et la sérénité sur les questions qui me sont reprochées, à savoir : le vote en faveur de l'admission de la République populaire de Chine à l'ONU, la reconnaissance de Hanoï suivie de celle du régime Sihanouk au Cambodge, l'action jugée anti-arabique du fait de notre engagement total dans les affaires arabes et notamment avec la résistance palestinienne, et enfin le rôle que j'aurais joué dans le récent projet d'union tuniso-libyenne du temps où j'étais aux affaires étrangères. A l'instigation de votre décision, on vient d'ajouter l'arbitraire, celui de me priver du droit de ma participation aux assemblées nationales du parti en tant que membre élu du comité central et du bureau politique.

« Que la Tunisie connaisse aujourd'hui une période de relative prospérité, nous nous en félicitons tous (...). Mais vous savez, Monsieur le président, que la prospérité ne crée pas forcément l'idéal : elle risquerait même de porter à l'autosatisfaction facile et à l'engourdissement dangereux.

« (...) Monsieur le président, toutes les fois que vous vous êtes mis à l'écoute des réalités chez nous et autour de nous, toutes les fois que vous vous êtes adressés à la nation en plénitude, vous avez trouvé l'inspiration de diriger la Tunisie en chef respecté et de faire progresser les hommes et justes causes en conseiller avisé et écouté. La noblesse de votre patriotisme, l'humanisme de votre combat, sont tels que vous n'avez jamais été, vous ne pouvez être, ni d'un seul clan, ni d'une seule ville, ni d'une seule région, ni d'un seul congrès, fût-il celui de la clarté. Vous avez toujours réussi à entraîner dans un même et impressionnant mouvement les antagonismes, les contradictions et les oppositions.

« Monsieur le président, nous vous identifions au renouveau de la Tunisie. Votre nom glorifie notre histoire. Nous souffrons dans nos cœurs quand nous entendons médire de vous et de votre œuvre. Mais nous souffrons aussi quand nous vous voyons malmenés, torse nu et injuriés par vos compatriotes, nos amis, ceux qui pourtant s'étaient illustrés longtemps à vos côtés dans la lutte et le dévouement. Les uns sont morts dans la résignation d'être mal aimés, les autres vivent dans le silence, et la plupart ont tout perdu, sauf la fierté d'avoir leur titre à la reconnaissance de la patrie, que rien ni personne ne peut leur ravir. Et ce n'est pas faire injure à votre grandeur que de leur rendre justice, de votre vivant. Vous confidiez ainsi à créer les bonnes traditions du respect hiérarchique et de la juste reconnaissance des services rendus.

« Que ce congrès diffère des précédents, c'est l'évidence. Mais que sa réussite consiste à effacer le précédent, à débiter ce que l'autre n'a même pas réussi à faire, rien n'est plus dangereux comme précédent d'indifférence et d'incohérence. Cela ne s'est jamais vu dans la Tunisie bourguibienne, même dans la plus sombre période yousséliste (1). Autant enterrer votre propre parti et en créer un autre !

« Vous ne seriez pas plus grand en devenant après ce congrès le président à vie de la Tunisie, ce qui serait légitime et mérité, étant donné votre personne, votre œuvre, et ce que vous représentez pour la Tunisie de toujours.

« Vous seriez plus grand, dans la mesure où sans vous, mais à cause de vous, votre œuvre continuerait à s'épanouir et à se développer d'une vie propre, parce que votre combat, vos réalisations, vos réalisations, auront fini par constituer un corps de

(1) Allusion à Salah ben Youssef, ancien secrétaire général du parti, principal adversaire politique de M. Bourguiba dans les années 50, et qui fut assassiné à Francfort en août 1961.

doctrines, un système de réformes, un exemple, un idéal et comme un art de vivre qui fournisse à notre jeunesse les éléments nécessaires de continuité et d'adaptation.

« Pour que votre œuvre soit vivante parce que vraie, il faut que nos jeunes la nourrissent de leur ardeur et lui soient fidèles et fidèles, non pas en la fixant comme une image du passé, non pas en l'exprimant comme le regret d'une époque morte, mais en s'appliquant à être les compagnons de votre esprit et en continuant, à votre exemple, l'action militante par l'engagement quotidien. Je suis convaincu que la lutte pour améliorer la qualité et le niveau de la vie au-dessus des défis et les menaces qui pèsent du dehors, le renouveau arabo-musulman et ses perspectives, la résistance palestinienne et ses exigences, la solidarité africaine et ses obligations, l'union avec nos

voisins immédiats, les Libyens et les Algériens, les mesures pratiques de construction maghrébienne, le développement d'un nouvel esprit méditerranéen qui favorise le rapprochement et la coopération entre les pays européens, arabes et africains, tout cela pourrait constituer pour notre peuple, pour notre jeunesse notamment, des thèmes susceptibles d'attirer leur adhésion, de satisfaire leur besoin de militer et de s'affirmer en assumant leur condition d'hommes et en ayant leur part d'aventure, de risques et d'hommes.

« Puisque le neuvième congrès, sous votre direction, réussit dans la clarté à relancer notre espérance et à reconstruire sur des bases solides notre avenir dans la réconciliation entre nous et l'union avec nos voisins.

« Celui qui ne vous a jamais trahi.

« Mohamed Masmoudi. »

Mozambique

Un détachement du FRELIMO participe au maintien de l'ordre à Lourenço-Marques

Lourenço-Marques (A.F.P.). — Le nouveau haut-commissaire portugais au Mozambique, le contre-amiral Vitor Crespo, a confirmé le vendredi 13 septembre au cours d'une conférence de presse qu'un détachement militaire du FRELIMO était arrivé dans la journée à Lourenço-Marques.

Environ deux cents hommes en uniforme vert, portant un casque de type chinois, ont débarqué à l'aéroport, venant de Dar-Es-Salaam à bord d'un avion de East African Airways. Six hommes en civil sont également arrivés, mais l'amiral Crespo a affirmé qu'aucun cadre politique ne faisait partie du détachement. Ces hommes qui, selon l'amiral, constitueront une « aide appréciable », sont chargés de coopérer avec les troupes portugaises pour le maintien de l'ordre dans les quartiers africains de la capitale.

L'amiral a indiqué que seules les troupes portugaises continueraient à patrouiller dans les quartiers européens du centre de la ville et que les hommes du FRELIMO, envoyés conformément

aux accords de Lusaka, effectueraient des patrouilles mixtes ou assureraient seuls l'ordre dans les faubourgs noirs.

A ce propos, l'amiral a assuré que « les choses étaient maintenues sous contrôle pratiquement à la normale ».

Dix-huit personnes ont été tuées jeudi soir dans les faubourgs de Lourenço-Marques, ce qui porte à soixante-dix-huit morts et quatre cent quarante-deux blessés le bilan des affrontements dans cette ville depuis mardi.

« M. Chérif Belkacem, ministre d'Etat dans le gouvernement algérien, qui vient de prendre quelques semaines de repos, se trouve actuellement sur la Côte d'Azur et doit regagner Alger incessamment. On précise d'autre part de source autorisée qu'il n'y a eu aucune nouvelle nomination officielle au sein du P.L.N. (le Monde du 30 août). M. Chérif Messaadia demeurant responsable du département d'orientation et d'information de l'appareil du parti. » (Corresp.)

A la suite de manifestations

LES FAMILLES DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE SUD-VIETNAMIEN DE PHNOM-PENH SONT EVACUEES

Les familles du personnel de l'ambassade du Vietnam du Sud à Phnom-Penh ont été évacuées le vendredi 13 septembre vers Saigon. Les locaux de l'ambassade ont été placés sous la protection d'un très important service d'ordre. En effet, le pouvoir déclare redouter la multiplication de manifestations antiviétnameuses du genre de celle qui a eu lieu vendredi. A l'origine de ces incidents se situe le différend frontalier entre les deux voisins. Les dirigeants de Phnom-Penh craignent que les Vietnamiens ne s'emparent de l'île de Poulo-Wai, qui est contestée et près duquel la compagnie Elf a commencé des forages pétroliers. La délimitation du plateau continental fait d'autre part l'objet de discussions avec les indonésiens.

« A HANOI, on déclare que des avions de reconnaissance américains ont survolé la R.D.V. ces jours derniers, notamment la région de Haiphong.

A la simple question : qui gagne quoi en France aujourd'hui ? Personne ne veut répondre.

Nous savons tout sur les salaires moyens des Français. Autrement dit nous ne savons rien de ce qu'ils gagnent.

En additionnant les écarts, on fait des moyennes qui ne signifient rien. Et le secret des revenus reste toujours aussi bien gardé.

A la simple question : qui gagne quoi en France aujourd'hui ? Personne ne veut répondre. Ni les pouvoirs publics, ni les employeurs, ni les particuliers.

Le Nouvel Observateur a donc entrepris une enquête longue et difficile pour connaître les véritables revenus des Français, métier par métier. Il a établi une carte chiffrée de la "distance sociale" qui dépasse tout ce qu'on peut imaginer.

Le secret le mieux gardé de France : le prix d'un Français

Une grande enquête du Nouvel Observateur.

LE NOUVEL
observateur

Le 16 septembre : un numéro à ne pas manquer.

سورة الانعام

ÉDUCATION

UNE CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. PIERRE JUQUIN

Le parti communiste approuve le « combat énergique » des syndicats d'enseignants

« Nous sommes prêts à tous les contacts, tous les échanges de vues, avec ceux qui le désirent. Cette déclaration de M. Pierre Juquin, député de l'Essonne, responsable des questions d'éducation au parti communiste français, illustre bien la politique d'ouverture — tous secteurs — du P.C.F. M. Juquin s'est, en particulier, réjoui de l'unité d'action accrue entre les syndicats d'enseignants qui composent la Fédération de l'éducation nationale (FEN). Il a souligné, d'un autre côté, la main à la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public — dont M. Antoine Lagarde est maintenant le président, en remplacement de M. Armand — alors que traditionnellement les organisations de gauche, syndicats ou partis, ne se recommandaient — que sa zèle, la Fédération que préside M. Cornet.

« Mon ami André Ouhac », le ton est pour le moins nouveau à l'égard du secrétaire général du Syndicat national des instituteurs (SNI). M. Juquin a, par ailleurs, souligné l'engagement à cette rentrée scolaire de l'ensemble des forces politiques de gauche dans des actions plus « dures » que dans un passé récent. « Nous saluons les progrès accomplis vers l'union des forces politiques de gauche », a-t-il déclaré. M. Juquin, nous les saluons aujourd'hui quand le Syndicat national des instituteurs prend une décision de combat énergique, en coopération avec le Syndicat national des enseignants de second degré et les autres syndicats représentatifs, en favorisant le développement d'actions à l'échelle de toute la Fédération de l'éducation nationale. Notre soutien va

à ces luttes, comme à celles déclinées par les parents d'élèves. » M. Juquin a, par ailleurs, souligné l'engagement à cette rentrée scolaire de l'ensemble des forces politiques de gauche dans des actions plus « dures » que dans un passé récent. « Nous saluons les progrès accomplis vers l'union des forces politiques de gauche », a-t-il déclaré. M. Juquin, nous les saluons aujourd'hui quand le Syndicat national des instituteurs prend une décision de combat énergique, en coopération avec le Syndicat national des enseignants de second degré et les autres syndicats représentatifs, en favorisant le développement d'actions à l'échelle de toute la Fédération de l'éducation nationale. Notre soutien va

M. Haby écrit aux enseignants : « FAITES CONFIANCE À UN MINISTRE ISSU DE VOS RANGS »

« Permettez-moi de vous adresser mes plus sincères encouragements pour cette rentrée. C'est en ces termes que le ministre de l'Éducation nationale, M. René Haby, a écrit à la rentrée à tous les enseignants.

Le ministre n'est guère avare de chiffres : 10 millions d'élèves, des dépenses annuelles de 40 milliards, 18 000 emplois supplémentaires pour un accroissement d'effectifs de seulement 1 %, une augmentation en 1975 de 15 % du budget, contre 13,2 % pour le total du budget de l'État.

« Je sais, ajoute cependant M. Haby, que bien des problèmes subsistent. Plusieurs syndicats réclament en particulier la titularisation immédiate des auxiliaires (...). Mais le problème ne date pas d'aujourd'hui ; et à cette rentrée, comme aux rentrées précédentes, plus de six mille instituteurs remplaçants seront titularisés. J'affirme, en outre, que le gouvernement se préoccupe d'avenir de l'emploi et de la situation des auxiliaires. »

M. Haby espère-t-il ainsi désamorcer les actions revendicatives annoncées par plusieurs syndicats d'enseignants ? A moins qu'il ne compte encore davantage sur l'appel au sentiment, quasi-futuriste, qui conclut sa lettre : « Je vous demande de faire confiance à un ministre issu de vos rangs et à l'action novatrice du gouvernement que s'est donné le pays. Je vous demande aussi de songer, avec gravité, à nos responsabilités communes. Nous affirmerons ensemble la noblesse de la tâche d'éducation, par elle nous apporterons une pierre essentielle dans la construction de la France de demain. »

L'aide à l'enseignement privé

LE « FORFAIT D'EXTERNAT » EST RELEVÉ DE 3,85 %

Un arrêté du ministre de l'Économie et des finances et du ministre de l'Éducation nationale, publié au Journal officiel du 13 septembre, prévoit un relèvement de l'aide que l'État accorde aux établissements d'enseignement privé sous contrat d'association. Le « forfait d'externat » sera ainsi augmenté en moyenne de 3,85 % à compter du 1^{er} janvier 1974. Cet ajustement, indépendant du relèvement systématique annuel (10 % pour l'année 1973-1974) demeure inférieur aux revendications des dirigeants de l'enseignement catholique, qui, déjà l'an passé, réclamaient un rajustement de 51 %.

D'autre part, la contribution complémentaire annuelle dont bénéficient les établissements d'enseignement privé sous contrat d'association au titre de la fourniture gratuite de livres scolaires, est majorée, pour l'année 1974-1975, de 30 francs par élève de sixième.

« Le ministère de l'Éducation nationale, dans un communiqué en réponse aux critiques des syndicats d'enseignants, que « le taux d'augmentation (rapport entre le nombre global des professeurs et le nombre global d'élèves) est en amélioration constante dans le second degré depuis plusieurs années ». Selon le ministère, ce taux est passé de 17,4 élèves par professeur en 1970-1971 à 18,6 en 1973-1974. Le ministère ajoute que six mille postes nouveaux ont été créés à la rentrée pour les établissements du second degré, qui accueillent soixante mille élèves supplémentaires, et ce qui donne une proportion satisfaisante d'un professeur pour dix élèves. »

Libération de l'homme et salut en Jésus-Christ

III. — Essai de réponse chrétienne

Par ANDRÉ PIETTRE

Dans deux articles précédents, M. André Piettre, membre de l'Institut, a retracé l'évolution de l'Église catholique puis montré comment la philosophie du projet du dix-septième au dix-neuvième siècle est aujourd'hui remise en cause. Les libérations obtenues ont toutes été d'autres aliénations (« Le Monde » du 13 et du 14 septembre).

C'est ici que l'Église a son mot à dire. C'est ici que se révèle sa mission d'aujourd'hui : remettre sur rails le train dévié de l'optimisme et de la liberté. Remettre, dans la lumière évangélique de l'homme authentique, le long cheminement de la montée humaine. Or cette lumière, c'est celle d'une puissance dialectique, dont on ne trouve pas ailleurs de synthèse comparable, du matériel et du spirituel, du sens de la personne et de celui de la communauté.

Libération matérielle

« Et Dieu vit que le monde était bon... » Il dit à l'homme : « Tu domteras la Terre. » Ainsi s'ouvre la Bible, par un chant d'optimisme.

Dès son départ, la révélation ou, si l'on préfère, le message judéo-chrétien nous libère du doute. Non ! Il n'est pas vrai que le monde soit le fruit d'un tel quel hasard. L'univers est le fait d'un Dieu intelligent et bon. Il est digne de la création (qu'elle soit instantanée ou évolutive, peu importe) nous donne l'assurance dans les forces de notre raison ; il nous donne la clé de la mystérieuse et magnifique correspondance entre les lois du monde et la démarche de notre intelligence, l'une et l'autre fruits d'un même Esprit (le NOUVEAU Testament) (De l'opéra).

Il est donc juste et bon que l'homme exerce sur ce monde la domination de sa pensée. Il est légitime qu'il continue en ce sens l'œuvre créatrice de Dieu. Et cette libération physique sera son avancée morale. C'est saint Thomas qui l'a dit : « un minimum d'un bien être pour être vertueux. » Tout cela est vrai. Mais à une condition : que l'homme n'oublie jamais que, roi de la création, il reste un roi déchu, soumis à cette déchéance finale, qui est celle de la mort ; mais que cette fin tragique lui ouvre la porte non du néant, mais d'un bonheur sans fin. Voilà où doit aboutir l'optimisme chrétien : à qui croit à l'Éternel, il promet le salut, le salut éternel, la libération des libérations ; celle de la mort. Qui dit mieux ?

Or, c'est bien là (excerps-nous de la réplique) la première des croyances d'un chrétien (à quel qu'il soit) qui appartient. C'est la première affirmation du Christ : « Mon royaume n'est pas de ce monde. »

A partir de telles prémisses, il est bien évident (Marx l'a bien vu) que le regard jeté sur l'univers ne peut être le même que celui d'un athée.

Une telle vue libère l'homme de l'obsession des choses. Elle l'empêche de faire un absolu des biens de ce monde. Elle lui interdit de sacrifier l'être à l'avoir. Par le fait même, elle lui rend plus facile le partage. « Pauvre Lazzaro », demain on te demandera des comptes. Elle lui donne aussi, à l'opposé de la philosophie de la praxis, le sens du gratuit, de la contemplation, qui est inséparable du sens du sacré, théologique sans lequel il n'est pas de civilisation digne de ce nom. Dira-t-on que le progrès matériel doit s'en trouver freiné ? Que le sens de l'An-Dieu emporte, tel l'opium, l'effort du nouveau Prométhée ? Mais la première des servitudes n'est-elle pas plutôt celle qui sacrifie l'homme-robot au progrès technique, nouveau Moloch ? Croit-on que ce progrès entraînerait les aliénations et les rangons qui sont aujourd'hui les siennes, s'il était exploité, non comme une fin en soi, mais comme un moyen au service de l'homme ? Croit-on que la croissance économique n'y trouverait pas son compte ?

Que l'Église élève donc la voix ! Sa pire erreur serait de verser dans une sorte de complexe de Galilée, et, pour s'être fourvoyée dans le fondement le progrès scientifique dans son propre domaine, de ne pas user aujourd'hui en condamnant les applications aberrantes, quand dépassent leur domaine, elles servent celui de l'homme.

C'est exactement la même philosophie de dépassement — et de libération — qui fait le bonheur de l'homme, dans sa vie personnelle. Au paradoxe de l'évangile : « Cherchez d'abord le Royaume de Dieu et sa justice (1), et tout même l'économie... vous sera donné par surcroît », répond celui-ci : « Qui cherche sa vie, la perdra ; qui perd sa vie, la trouvera. » Et l'expérience le

démontre : l'égoïsme stérile dans son idéal ; l'extrême dépense au service des autres ; il se libère de ses « complexes ». Il gagne tout en perdant tout. « Donne tout pour tout recevoir », dit Claudel dans le Souffleur de satin. Que la voix des chrétiens s'élève et que leur vie le montre : la véritable liberté, ce n'est pas la liberté aphoristique qui enchaîne au désir, ce n'est pas celle d'assassiner la vie, mais celle qui libère des passions, celle de la maîtrise de soi qui s'acquiert par l'effort, non par la facilité. Qu'en pense l'histoire du monde ; et qu'en me dise si les plus grands saints n'ont pas été, en leur temps, des géants de l'humanité.

Libération matérielle, libération morale, libération spirituelle, libération « finale », toujours espérée et toujours remise en cause : la libération sociale.

L'évangile des Béatitudes apporte ici son ferment. N'est-il pas existentiel ? N'est-il pas une formule d'usage que le Christ s'est appliquée à lui-même (2) — la « bonne nouvelle apportée aux pauvres » ? Fils d'un même Dieu, tous les hommes sont frères. D'où résulte cet universalisme entre eux, les chrétiens, mais proclamé par saint Paul : « Désormais, il n'y a plus ni juif ni gentilé... » (Gal. III, 28).

Cependant, l'évangile des pauvres n'est en rien celui de la révolution. En pleine « occupation », le Christ n'a pas été un résistant. « Rendez à César... » Il n'a pas été un séducteur. Préchant la justice, il a refusé de dire la droiture ; il s'est récusé pour trancher un partage (3). A la différence d'un Solon, d'un Platon, d'un Aristote, il n'a laissé aucun code, aucun schéma de système social. Encore une fois, son royaume n'est pas de ce monde.

De là à dire que ce message n'est qu'un opium qui enchaîne Prométhée jusqu'à dans sa révolte. C'est la conclusion logique de l'athée. Et la preuve, ajoute-t-on, l'histoire de l'Église et de ses riches, c'est le christianisme gendarme de la bourgeoisie. Le vrai moteur du progrès, le seul ferment de la libération humaine, c'est la lutte. Mais c'est là oublier deux choses capitales — l'une de fait, l'autre d'espérance.

Les faits d'abord. C'est oublier l'œuvre unique de libération humaine et sociale que l'Église, toute compromise qu'elle fut souvent, a aussi et d'abord accompli, depuis l'attachement des esclaves à l'écclésiologie, la défense de la femme et de sa liberté matrimoniale, les moines de

saint Benoît et leurs successeurs, jusqu'aux créations sociales du Moyen Âge, à saint Vincent de Paul, à Ozanam et combien d'autres ! C'est oublier que l'Église embourgeoisée du dix-neuvième siècle est le fruit direct de la révolution bourgeoise, qui avait aboli les ordres populaires. C'est oublier, surtout, la leçon du présent.

Opium si l'on veut, c'est un fait que le progrès social — activé par la lutte ouvrière du dix-neuvième et du début du vingtième siècle, c'est vrai, — se réalise aujourd'hui dans le capitalisme à demi-socialisé qui est le nôtre, bien plus par l'entente que par la violence. C'est un fait que le syndicalisme le plus « payant » n'est pas un syndicalisme révolutionnaire, à la française ou à l'italienne, mais le syndicalisme « gestionnaire » à l'allemande ou à l'américaine : c'est un fait que des réformes comme les allocations familiales, le début des conventions collectives, la mise en œuvre des assurances sociales (sans parler de la sécurité sociale en Grande-Bretagne), les logements sociaux, le SMIG puis le SMOR, les différentes mesures concernant le chômage, les retraites, la mensualisation des salaires, la formation permanente, l'assouplissement des horaires, etc., ont été le fruit d'initiatives privées ou concertées, non de la révolution. Même en pays socialistes, les réformes inspirées de Liberman ne sont-elles pas un hommage à cette évolution ?

Il n'est donc plus vrai que la lutte des classes est le moteur du progrès social. Elle peut encore sur l'heure précipiter le changement. Mais les fruits en sont toujours amers ; car, instauré par la force, un régime (même plus juste d'intention) ne dure que par la force. Qu'en me dise un seul exemple de contraire ! Que de difficultés rencontrées par le libéralisme en est une autre preuve.

Pourquoi ? Parce que l'homme n'est pas malléable à merci. C'est la seconde omission de nos opinions. Ils oublient le primat de la personne. Ils croient qu'il suffit de changer les institutions pour fabriquer un homme nouveau. Ils prolongent allègrement Rousseau : la malice est dans la société ; changez celle-ci, vous changez l'homme. Facilité cruelle.

La position des chrétiens est inverse : ils font confiance à l'homme d'abord — c'est-à-dire aux meilleurs d'entre eux — pour changer les institutions. Pour eux, la justice la plus exigeante ne légitime pas la violence. La fin ne justifie pas les moyens (4).

DANS LE DIOCÈSE D'AUTUN

Plusieurs mariages non sacramentels ont été célébrés à l'église

De notre correspondant

Mâcon. — Dans le diocèse d'Autun, qui couvre le département de Saône-et-Loire, l'Église catholique a, depuis trois ans, décidé de venir en aide à ceux dont la foi est ébranlée et qui tentent de se marier. Nombreux, en effet, sont ceux qui ne viennent à l'église que trois ou quatre fois dans leur vie. L'Église, qui entend reconstruire les sacrements, ne veut plus faire du mariage à l'église un simple complément du mariage à la mairie.

Devant l'insistance de certains couples, qui ne se sentent pas en état de recevoir des sacrements, mais qui sont à la recherche de la vérité, l'Église ne peut rester sourde. Le prêtre se fait alors : il a longuement parlé avec le couple, il l'a soutenu. Les époux se jurent fidélité, échangeant les anneaux, mais ceux-ci ne sont pas bénis. Des prières sont dites (Evangelium, etc.) mais la messe n'est pas célébrée et le mariage n'a pas un caractère sacramentel.

Cette innovation a débuté à Chalon-sur-Saône : trois ou quatre mariages ont été célébrés à Mâcon, et samedi 7 septembre, pour la première fois, à Charnay-lès-Mâcon. Ces « mariages » sont plus nombreux dans le secteur de La Roche-Vanneux où la foi chrétienne est très atténuée.

MAURICE CHARNAY.

(Ces pratiques n'ont évidemment pas pu s'instaurer dans le diocèse d'Autun sans l'approbation de l'évêque. Après le bap-

tême par étapes, elle constitue une évolution caractéristique de la pastoral sacramentelle ou plus exactement présacramentelle.

Si l'on arrive qu'un couple, avant de se marier, ait été précédé de se marier sacramentellement, divorce, rien ne s'oppose, juridiquement parlant, à ce que les conjoints se marient à nouveau, s'ils le désirent, contractant un véritable mariage sacramentel avec un autre conjoint. Les conséquences de cette innovation sont donc importantes. — H. P.)

Une mise au point de l'évêque

Dans une mise au point qui vient d'être publiée, Mgr Armand Le Bourgeois, évêque d'Autun, après avoir précisé qu'il s'agit d'une expérience, dit qu'il aurait aimé qu'elle soit restée discrète plus longtemps, affirme qu'elle est dictée par un souci pastoral. Le couple accueilli par l'Église doit remplir un certain nombre de conditions : être marié à la mairie, reconnaître le caractère indissoluble du mariage, accepter de continuer avec un prêtre autant que possible une réflexion qui les conduira peut-être au mariage religieux. Les vrais problèmes — posés mais non résolus — concernent l'évêque, sont ceux de la constance du mariage civil en France, du lien entre contrat et sacrement, etc. L'Église reste fermée dans son enseignement : l'indissolubilité du mariage et sérieux des sacrements.

RELIGION

Libération de l'homme et salut en Jésus-Christ

C'est ce ferment spirituel qui est plus que jamais nécessaire pour dépasser le dilemme épidémique : ou le capitalisme toujours réformé à la base, mais toujours pulsant à la tête (concentrations, sociétés multinationales, etc.) ; ou le socialisme prétendument libérateur, mais toujours opprimant (à l'intérieur comme au dehors).

Ce ferment ne peut être ni le moteur de l'intérêt égoïste, ni celui de la lutte sociale. Ce ne peut être que celui du « service » — qu'illustre chaque page de l'Évangile.

Précisément, les mutations présentes autorisent à penser que, au-delà du capitalisme et du collectivisme, l'avenir appartient à un régime neuf qui soumette à des conditions précises de service social la liberté de créer, d'inventer, d'entreprendre, comme celle d'épargner, de posséder et de transmettre, comme celle aussi de commercer entre pays riches et pays démunis. Or, il est évident qu'il n'est pas d'esprit de service sans esprit de partage, ce qui ne signifie point une dépitée antilibérale, l'évangile des talents l'exprime fortement, mais une corrélation étroite des dons reçus et des fonctions exercées. La densité accrue des réseaux sociaux renforce cette exigence. Code du progrès ; propriété conditionnelle ; urbanisme social ; groupes autonomes de travail ; fusion étroite du travail, de la direction, de l'innovation et du capital engagé dans l'entreprise ; partage du pouvoir économique, magistrature économique, etc., sont autant d'exigences d'un régime nouveau ; tout couronné par la conversion des âmes de mort en secours au tiers-monde. Aux chrétiens de s'y engager. A eux de remettre le monde moderne sur la voie du progrès.

Ainsi, mais alors seulement, les chances prodigieuses de notre temps et les gigantesques aspirations de la jeunesse ne seront plus gâchées par les passions et les idéologies. Alors les libérations célébrées — matérielles, morales, sociales — n'apporteront plus avec elles de nouvelles aliénations. Alors l'humanité, aujourd'hui en tourmente, retrouvera la voie de son salut.

FIN

- (1) Au sens biblique de « sainteté » d'abord.
- (2) Mt. VI, 1-3 ; Luc. XI, 2.
- (3) Luc. XII, 13-15.
- (4) Précisons qu'il n'a été toujours ainsi. Parier à propos des premiers chrétiens de « socialisme » a été exact (encore que le mot ne date que de 1890), à condition de préciser qu'il se référait à un socialisme d'inspiration, non d'un socialisme d'institution. Dès le deuxième siècle, les tendances vers celui-ci ont été condamnées. Nous avons, après d'autres auteurs, exposé cette question dans une *Troisième Aube de l'économie*, Payot, troisième édition, 1964, p. 133-139.

LA SESSION PASTORALE DES EVÊQUES DE FRANCE

« Esclaves, obéissez à vos maîtres » (saint Paul). « Bénissez les maîtres » (Épître). Un tract de « Combat de la foi », mouvement traditionaliste animé par l'abbé Louis Coache, était distribué, le 13 septembre à Paris, à la porte de la session pastorale de l'épiscopat français.

D'entrée de jeu, le cardinal François Marty, président de la Conférence épiscopale, a situé le problème qui se posait à l'assemblée appelée à réfléchir sur le sujet : « Libération et Salut. »

« L'Église n'est évangélisée que lorsqu'elle s'engage à vivre ce qu'elle proclame. Elle doit donc s'interroger sur la distance qui existe entre l'institution ecclésiastique et son message. (...) Notre comportement ecclésiastique est lui-même en cause. »

Après avoir le cardinal avait affirmé : « La réponse à nos interrogations n'est pas d'abord dans un raisonnement doctrinal ou un simple rappel des principes doctrinaux ; c'est sans aucun doute, à un moment ou à un autre, nécessaire mais c'est, de nos jours, insuffisant. Il nous faut répondre en allant jusqu'au bout de la réflexion théologique. »

L'assemblée a choisi, pour ses travaux, une méthode inductive : partir de l'expérience telle qu'elle est vécue pour remonter à la doctrine et non l'inverse. C'est ce qu'a fait notamment le Père Pierre-André Liégé, théologien dominicain, qui a convié ses auditeurs à être des « animaux historiques ». « Depuis quarante-cinq ans, a-t-il dit, nous avons vécu les luttes ouvrières enthousiastes de 1936, la libération en 1944, de nombreuses émancipations coloniales, l'émancipation ecclésiastique que représente le concile Vatican II, mai 1963, des libérations d'ordre pédagogique, éthique, social, etc. L'histoire a été dévastatrice. »

L'assemblée a entendu plusieurs interventions de chrétiens de bords très différents. L'une des plus remarquées fut celle d'un prêtre-ouvrier, Jean Perrot, qui a incité l'auditoire à ne pas succomber à la tentation de s'enfermer dans le monde des croyants.

LE PRIX D'UN FRANÇAIS

un numéro exceptionnel du Nouvel Observateur

LE NOUVEL
observateur

numéro du 16 septembre 1974.

SPORTS

FOOTBALL

VAINQUEUR DE NIMES

Reims conserve la première place du championnat

Les bonnes équipes du dernier championnat de France n'ont, semble-t-il, toujours pas retrouvé leur efficacité, notamment Saint-Etienne et Nantes. Le 13 septembre, pour les matches de la huitième journée, Saint-Etienne n'a pu que faire match nul contre Sochaux, « lanterne rouge » du classement, et Nantes a subi la plus lourde défaite de la soirée, à Metz (4-0). Ces résultats sont d'autant plus à prendre en considération que le premier tour des coupes d'Europe aura lieu le 18 septembre et que, de toute évidence, les équipes françaises engagées dans les trois compétitions (coupe des clubs champions, coupe des vainqueurs de coupe, coupe de l'Union européenne) sont loin d'avoir leur meilleur rendement. Ce qui vaut pour Saint-Etienne et Nantes vaut aussi pour Monaco (engagé dans la coupe des coupes), battu par Lille (2-0).

De notre envoyé spécial
s'ajoute la bonne impression que laisse l'équipe champenoise et qui, contrairement, par sa permanence, pour l'instant du moins, avec les hauts et les bas constatés les saisons passées, il faut sans doute y voir l'aboutissement d'une politique prudente, mais cohérente, mise au service d'ambitions précises. Le Stade de Reims a le projet de participer l'an prochain à l'une des Coupes d'Europe et bien entendu, dans le meilleur des cas, à celle des clubs champions. Il a cependant, loin du désir de réussir à la réalité d'un classement en fin de championnat, et la difficulté essentielle sera de durer.

Premier du classement, Reims est devenu l'équipe à battre, et le fait de se présenter en cible préférentielle ne peut être qu'un handicap. C'est le lot de toute équipe qui se distingue, une sorte de rattrapage du succès. Reims a eu à livrer tout le contraire d'un match facile contre l'équipe gardoise, dont la réputation de vigueur et de détermination est bien connue. C'est un signe supplémentaire de la possibilité qu'ont les Rennais de tenir leur nouveau rang dans de dures conditions, comme de fournir un bon spectacle, lorsque les circonstances s'y prêtent.

Reims, détail important, dispose aussi, par le nombre d'un des meilleurs publics de France, d'un talent de 20 000 le 13 septembre, record d'affluence et record de recette de la huitième journée de championnat.

FRANÇOIS JANIN.

RÉSULTATS

*Reims b. Nîmes	2-1
*Lille b. Monaco	2-0
*Bastia b. Bordeaux	1-0
*Nice b. Troyes	2-1
*Lens b. Angers	2-1
*Metz b. Nantes	4-0
*Rennes b. Marseille	1-0
*Strasbourg et Red Star	1-1
*Lyon et Paris S.-G.	4-4
*Sochaux et Saint-Etienne	1-1
Classement - 1. Reims, 14 pts	
2. Lille, Bastia et Nîmes, 11 pts	
5. Troyes, Bordeaux et Nice, 10 pts	

صباح الامل

Le Monde aujourd'hui

Souvenirs

LES MÉMOIRES D'UN ANE

A cette époque de l'année, où l'Europe accorde ses vacances au travail, où l'on étend les cahiers et les livres neufs, après de longues semaines de vacances — et souvent d'ennui — il faudrait prendre l'habitude de consacrer une minute de silence et de réflexion à cet éternel oublié : le cancre. Martyr inconnu, il n'a, le plus souvent, ni l'élégance ni le parfum d'inspiration. Quant au Gide de *Si le grain ne meurt* ou au jeune Sartre, dont les Mots décrivent avec complaisance la pseudo-dyslexie, on ne peut croire à l'étendue de leurs malheurs. Il s'agit, de toute évidence, d'intellectuels précoces qui ont emprunté par coquetterie le triste bonnet d'âne.

Les cancores, les vrais cancores, sont, eux, comme les grands chagrins : muets. Et pour cause, puisqu'ils ne peuvent s'exprimer. S'ils fournissent, parfois, le sujet de savantes thèses, rédigées par des spécialistes qui recensent la proportion de ces « défavorisés », ils ne décrivent pas eux-mêmes leur tourment quotidien. Plus tard, ils l'ont souvent totalement oublié. Les brouillards de l'enfance se sont dissipés.

Exception remarquable, donc, celui dont le témoignage à la première personne a été recueilli, dans un ouvrage consacré à la pédagogie des mathématiques (1). Ce laissé-pour-compte de l'enseignement a-t-il été un enfant plus bête qu'un autre ? Apparemment pas, comme d'ailleurs une bonne partie des « cancores de classe ». Mais, profondément perturbé par une situation personnelle difficile et par des méthodes d'enseignement peu appropriées, dispensées par des institutrices « d'occasion », le jeune L. s'installe, peu à peu, dans son rôle de « cas désespéré ». Trente-cinq ans après, il se souvient :

« Nous étions quelques-uns à ne rien comprendre aux mathématiques. La peur des coups nous inclinait à ne pas dire que nous n'avions pas compris les explications et les démonstrations d'une institutrice garde-chiourme... Nous cherchions désespérément des recettes personnelles pour éviter coups et humiliations... »

L. poursuit alors, en effet, des recherches très particulières — selon une logique qui n'était pas basée sur le réel, mais sur des émotions que je résume ainsi :

« Ainsi, ma logique de l'arithmétique était un salmigondis de « il y a des mystères dans la vie ». Exemple, le mystère de la Sainte-Trinité, qui est que trois personnes distinctes, le Père, le Fils et le Saint-Esprit, ne font qu'une. Et la bonne sœur (enseignante) allumait trois bougies, réunissait les trois flammes, qui, alors, n'en faisaient plus qu'une seule... »

Mais les choses n'en restent pas là, car le « programme », lui, avance en même temps que l'on déclare au jeune L. : « Il y a des choses que vous ne devez pas savoir maintenant car vous êtes trop petit », ou bien « Vous ne devez pas chercher à comprendre, mais obéir et exécuter les ordres sans murmurer », et aussi : « Si vous faites votre prière avec beaucoup de foi, de confiance, d'amour et d'humilité, Dieu exaucera votre prière ».

La synthèse de tout cela se fait alors dans la tête du jeune écolier. Je pense que tous ces éléments, ces concepts enseignés et rabâchés tous les jours, étaient les outils nécessaires pour faire de l'arithmétique. Ainsi, nous étions plusieurs à transformer nos opérations arithmétiques en prières... Et nos prières n'étaient jamais exaucées... Je n'avais pas réussi à apprendre par cœur les différentes combinaisons de l'ensemble des chiffres pour l'addition et la soustraction. Donc, je pratiquais de la manière suivante : dans une addition, je pensais que la somme était le résultat d'une concentration physique, éolienne, intellectuelle... La réponse allait arriver dans ma tête et... je n'aurais plus qu'à l'écrire en dessous. Il est évident que la réponse qui me venait à l'esprit était fautive, mais elle était la seule que je trouvais. Pour la soustraction, je me concentrerais sur moi-même en implorant Dieu et le Saint-Esprit de m'indiquer de leurs lumières, je demandais à mon ange gardien de m'aider, puis, après quelques secondes, j'inscrivais un reste au hasard, mais en étant persuadé que c'était celui qui m'avait été dicté par le flûte divin... »

Mais rassurons-nous : cela se passait il y a fort longtemps, dans une bien vieille école. Comme chacun le sait, aujourd'hui il n'y a plus de cancores. Mais beaucoup de mauvais élèves.

EVELINE LAURENT.

Voyage

QUAND LES ANGLAIS ENVAHISSENT CALAIS

L'ANGLAIS se réveille dans le parc Richelieu à l'heure du laitier. Le petit matin était frisquet. Quelques choses d'ailleurs pas. Que faisait-il à Calais seul, sur un banc de jardin public ? Palpatant son portefeuille, il y trouva un ticket de retour. Alors la mémoire lui revint. Le cognac et le beaufort lui surgirent à fortes doses. C'était hier ! Le vin était cuit et le bateau parti.

Il y a belle lurette que le spectacle de l'excursionnisme anglais « oublié » dans un port français n'a plus le sens des gens du cru. Chacun sait que le « no passeport » ne mène pas sur le continent. Rien qu'à Calais — en période de pointe — cinquante-cinq mouvements de car-ferries et vingt-deux mouvements d'aéronefs relient quotidiennement la France à l'Angleterre.

Est-ce à dire que — parodiant la phrase prêtée à Louis XV — il n'y a plus de pas de Calais ?

Dans les Nouveaux Carnets, le major Thompson s'interroge : « N'est-il pas étonnant que nos deux peuples, hautement civilisés et mentalement très proches l'un de l'autre, aient été séparés si longtemps dans l'histoire par un petit fossé de 30 kilomètres d'eau ? »

Entre les sept pays du Marché commun situés sur le continent, les barrières se sont abaissées. Mais entre la Grande-Bretagne et ses partenaires se dresse toujours un bras de mer de 36 kilomètres. Le tunnel est encore loin. Alors, pour pallier cette rupture de charge, de part et d'autre du détroit, on a créé un véritable boulevard maritime. C'est ainsi que le pas de Calais est devenu le coin du globe où la navigation est la plus intensive. Au kilomètre carré, on y dénombre plus d'habitants que dans certains départements. Quatre cents navires transitent chaque jour dans les deux sens : un bateau toutes les six minutes. Ce qui donne un attrait supplémentaire à une traversée déjà fertile en rencontres insolites : banc de sable, mât de navire échoué, marcouin, plateforme de forage, nageur solitaire ou farfelu dérivant sur un lit à colonnes.

Douvres — premier port du monde pour le trafic des passagers — absorbe à lui seul 5.500.000 voyageurs venus des ports continentiels : Zeebrugge (450.000), Copenhague (2.040.000), Calais, premier sur le continent (3.340.000), Boulogne (1.320.000), Le Havre (482.000). Plus de 8 millions au total. Le chiffre a doublé en dix ans.

Des couloirs de navigation

Les choses se compliquent du fait que le détroit n'est pas seulement traversé par les paquebots. Il est également sillonné par les navires de long des côtes. Au milieu de ce vaste mouvement se faufilent les aéronefs, qui, en raison de leur maniabilité, échappent aux vents traditionnels. Si bien que, pour la première fois de son histoire, le code maritime a dû résoudre un problème de circulation. Des règles strictes ont été édictées, des radars installés,

Cent raisons

Pourquoi tout ce va-et-vient ? Pourquoi ces énormes ruches des deux côtés du pas ?

Parce que l'élevation du niveau de vie a multiplié les déplacements et le nombre des voitures. Parce que, grâce au Marché commun, des hommes d'affaires se mêlent désormais aux touristes. Parce que Dunkerque est en train de devenir le troisième port d'Europe. Parce qu'il y a, en Grande-Bretagne, six cent mille caravanes. Parce que, maintenant, c'est avec 30 tonnes de marchandises que certaines remorques traversent la Manche. Parce que, sorti de son splendide isolement, l'Anglais s'aperçoit qu'en face il y a plus qu'une terre de vacances, il y a l'Europe.

Finl le bon temps des sémaphores où un système de bouées, triangulaires et cylindriques conditionnaient l'accès du port. Aujourd'hui, où l'on parle presque d'embouteillage, l'entrée du chenal est réglementée par des feux. Et il n'est pas rare de voir un gros « transmanche » attendre au « rouge » le moment de prendre la passe, priorité étant donnée au bateau sortant. Quant aux navires de commerce qu'on voit souvent patienter en rade, ils doivent céder le passage à tous les paquebots. C'est le train de marchandises qui laisse passer le rapide.

Pour faire face au déferlement de voitures franchissant le détroit (5 % de plus depuis l'entrée de l'Angleterre dans la Communauté), le port de Douvres a multiplié les rampes d'accès : actuellement, les passerelles mobiles qu'empruntent les véhicules qui hantent le ventre des car-ferries.

Plus spectaculaire encore est le boom des véhicules « mercantiles ». Lors de la 1^{re} édition de la TIR (Transport International sur route), les Anglais — toujours soupçonneux — refusèrent d'y adhérer. Les rares camions qui « sautaient le pas » étaient alors dûment déplorés, visités, puis replombés. Jusqu'au jour où la Grande-Bretagne rejoignit enfin la convention TIR. Depuis, les semi-remorques immatriculées « G-B » s'échappent sans contrainte vers les grands axes continentaux. 24.500 en 1970... 69.470 en 1972... 97.000 en 1973. Et ce n'est qu'un début !

La crise ?... Connais pas !

Dix pour cent du parc automobile anglais passe la Manche. (Pour 1974, les prévisions restent optimistes : n'est-on pas d'o, en 1973, renforcer le service des aéronefs pendant les fêtes de fin d'année ?). La moyenne monte en flèche à partir des vacances de Pâques pour atteindre son point culminant le 15 août. Ce jour-là, dix à douze mille véhicules transitent par Calais. Environ trente mille voyageurs.

C'est l'époque où le personnel des gares, maritime et routière, travaille jour et nuit. L'époque où, sur les boulevards, les zones bleues n'existent plus, où les caravanes, en mal d'embarquement, envahissent les quais, débordent sur la digue, réurgissent sur les places publiques. L'époque où le syndicat d'initiative — ouvert jusqu'à minuit — cherche à Saint-Omer (40 kilomètres à l'intérieur des terres) des chambres d'hôtel problématiques pour les passagers bloqués dans les files d'attente. L'époque où la chambre de commerce fait appel à sa « Brigade de la circulation » pour canaliser le flot aux abords des gares de transit. Les « vagues descendantes » sont détournées vers les quartiers extérieurs pendant que les « vagues montantes » empruntent le centre de la ville pour atteindre le port.

SUZANNE-EDITH PEUMERY.

(Lire la suite page 10.)

Au fil de la semaine

LES statistiques et les sondages, à l'âge de l'ordinateur, savent et disent tout sur nos ressources et nos dépenses, nos habitudes de vie et nos moeurs, et même sur nos choix électoraux et nos convictions religieuses. Pesés et étiquetés de mille manières, matraqués de pourcentages, assésés de certitudes, nous en demeurons tout étonnés, enclins à ne prêter attention qu'à l'accessoire. Mais l'essentiel, c'est-à-dire tout ce qui concerne les raisons et les conditions de notre vie, le déclinant et la durée de notre vie, les causes et les circonstances de notre mort, demeure à peu près inaperçu.

Pourtant, les éléments mesurables et mesurés sont beaucoup plus nombreux et solides dans le domaine de la démographie que dans tous les autres. Car, s'il est bien difficile de savoir avec exactitude où nous irons en vacances l'an prochain et qui sera élu en 1978 — puisque les consommateurs et les électeurs que nous sommes ignorent bien souvent eux-mêmes ce qu'ils décideront, — il est aisé de dénombrer les naissances et les décès, de tracer les courbes de nuptialité et de fécondité, de mesurer les raisons des suicides et de classer les morts par catégories. Pourtant, nous continuons à nous contenter, dans ce domaine, de quelques idées simples et généralement fausses.

Celle-ci, par exemple : s'ils n'ont pas dans la vie les mêmes chances, les mêmes niveaux de formation, de capacité, de revenu, du moins les hommes — sinon les hommes et les femmes, car le sexe fort n'est pas celui que l'on prétend — sont-ils à peu près égaux devant la mort. L'heure venue, elle ne fait guère de différence entre un vieux paysan et un instituteur, un fonctionnaire et un ecclésiastique, une commerçante et un manœuvre.

Or ce n'est pas vrai, pas du tout. L'inégalité est aussi criante devant la mort qu'elle l'est devant la vie. Selon le sexe, la profession, le mode de vie, la durée moyenne de l'existence varie de façon relativement importante. Et ces variations ne correspondent pas, ou pas toujours, aux idées reçues.

Certes, on sait qu'entre une fille et un garçon nés hier en France l'espérance de vie n'est pas égale : soixante-seize ans pour elle, soixante-huit ans pour lui. Faut-il rappeler, pour qu'on mesure le chemin parcouru, que l'homme et la femme nés en 1900 dans notre pays n'avaient encore qu'une espérance de vie de quarante-cinq et quarante-huit ans respectivement, et qu'en 1935 — c'était hier — on n'en était qu'à cinquante-cinq et soixante et un ans ?

Quant à celui qui fête aujourd'hui son sixième anniversaire, il peut espérer vivre encore quinze ans et dix mois : c'est la moyenne. Et il paraît à première vue logique que ceux qui ont exercé les métiers les plus rudes, ceux qui ont porté le poids de lourdes responsabilités ou ont dû prendre sur eux par fonction les problèmes des autres, ceux qui ont été matériellement les plus démunis, vivant en général moins longtemps. Tandis qu'au contraire tous ceux qui se sont moins usés à la tâche, ont été moins minés par l'anxiété, ont été aussi plus favorisés par la fortune et donc mieux nourris, mieux logés, mieux soignés, sont promis à une plus longue vieillesse. Eh bien ! non : ce n'est pas exact, ce n'est pas ainsi que, pour les sexagénaires d'aujourd'hui, se présente l'avenir.

Si l'on examine l'âge des décès dans quatre grandes catégories socio-professionnelles, on trouve tout au bas de l'échelle, promis en principe à une vie plus brève que les autres, les manœuvres, les ouvriers qualifiés et spécialisés travaillant dans le secteur privé et les salariés agricoles. Pour ceux-là, le terme se situe, selon les statistiques, avant la fin de leur soixante-quatrième année. Allez donc, après cela, chanter les mérites de l'effort physique, les vertus de la libre entreprise, les avantages de la vie au grand air !

Dans la seconde catégorie, où figurent ceux qui sont appelés à disparaître vers soixante-seize ans en moyenne, quatre professions éprouvantes en dépit de certaines légendes : les agriculteurs-exploitants, puis, dans le secteur public, les employés de bureau et les ouvriers spécialisés, ensuite les contremaîtres du secteur privé, qui sont donc un peu plus favorisés que les ouvriers qualifiés et spécialisés qu'ils encadrent. Décidément, le contact avec la nature et la saine existence des paysans, qui paraissent mal lotis qu'ils soient patrons ou salariés, la sécurité de l'emploi, qui devrait donner leur équilibre et leur calme aux agents de l'Etat, la réputation de ne pas s'épuiser à l'ouvrage faite aux remueurs de papiers qui travaillent dans les bureaux de l'administration, voilà autant de simplifications hâtives et abusives qu'il faut réviser.

L'INÉGALITÉ DEVANT LA MORT

Par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Les chances sont meilleures, puisque les statisticiens leur allouent soixante-dix-sept ans environ d'existence, pour les cadres moyens tant du secteur public que du secteur privé, les ouvriers qualifiés du secteur public et les employés de bureau du secteur privé, les commerçants et artisans. Là encore, quelques responsabilités n'obèrent pas l'existence, au contraire, et il est curieux de voir combien la fonction publique réussit mieux que diverses catégories ouvrières que le service de l'industrie privée.

Enfin, en haut de la liste, ceux qui peuvent espérer doubler le cap des soixante-dix-huit ans : techniciens de toutes sortes, cadres moyens du secteur public, cadres supérieurs, membres des professions libérales et, au sommet, avec la plus longue espérance de vie de tous, les membres du clergé catholique et les instituteurs.

Ainsi ce n'est pas la richesse qui fait automatiquement les champions de la longévité : les curés, les instituteurs ou les ouvriers qualifiés ne sont pas, que l'on sache, des privilégiés de la fortune. Et, pourtant, ils sont beaucoup mieux placés que la liste que les commerçants et les artisans, dont le niveau moyen de revenus est notablement supérieur au leur. Ce n'est pas davantage la pollution, la tension nerveuse, le bruit, dont souffrent les habitants des cités qu'il faut incriminer, puisque les membres des professions libérales, les cadres supérieurs et moyens, les techniciens, ne résident guère à la campagne dont les habitants, qu'ils soient propriétaires ou salariés sur la terre qu'ils travaillent, vivent en moyenne moins vieux que ces hommes des villes. Les responsabilités, si lourdes soient-elles, ne sont pas très meurtrières et, curieusement, les employés de bureau s'usent à peu près aussi vite et parfois plus encore que les ouvriers. Enfin, on ne peut incriminer l'âge de la retraite, puisque celle-ci est généralement octroyée aux manœuvres cinq ou dix ans après avoir été ouverte aux instituteurs.

Cette dernière remarque débouche d'ailleurs sur une réflexion qui semble bien nécessaire et urgente au vu de ces statistiques. Notre système de retraite a pour arme principale la guillotine : il est fondé, en effet, sur un seul axe, soixante-cinq ans en général pour les hommes. Or si l'on applique, au lieu de cette règle absurde, le principe d'une retraite de même durée moyenne pour tous en se basant sur les tables de mortalité masculine que l'on vient de citer, alors les manœuvres ne devraient pas cesser de travailler cinq ou dix ans après les instituteurs, mais, au contraire, cinq ans ou moins avant eux. C'est au fond toutes les formules de retraite qu'il faudrait réviser de fond en comble.

On pourrait, certes, épiloguer longuement sur les raisons de telles ou telles inégalités. On constaterait, par exemple, et cela n'étonnera guère, que l'alcoolisme, quasi inexistant parmi les causes de décès des catégories les mieux nanties, joue un rôle considérable dans la surmortalité excessive des groupes les plus défavorisés. On a vu aussi en distinguant les salariés du secteur public et du secteur privé dans chaque catégorie, que les premiers, exception faite des employés de bureau, ont une mortalité plus faible que les seconds, ce qu'une étude de l'Institut national de la statistique (INSEE) explique ainsi : « Des conditions de travail moins dures dans le secteur public, jointes à une prévention médicale plus efficace, mais aussi des conditions de recrutement plus sévères, excluant certains malades de l'administration, peuvent expliquer ces différences. » N'y a-t-il pas là, également, ample matière à s'interroger et à réfléchir sur les lacunes d'une organisation et d'une législation sociales qui entraînent de semblables conséquences ?

Par-delà l'inégalité devant la mort, d'autres problèmes comme ceux de la surmortalité masculine, de la répartition des naissances entre les sexes et aussi l'étude des naissances hors mariage ou bien de l'évolution du nombre des avortements, et cent autres, pour permettre l'examen des causes de ces phénomènes comme des conséquences qu'il faudrait en tirer, tels sont les éléments, passionnants, fondamentaux, vitaux même, qu'il serait bon de privilégier au lieu de s'acharner à calculer à grand renfort de « oui », « non » et « ne savent pas », la hauteur idéale des tours, la consommation éventuelle de confiture en 1980 ou l'âge probable du capitaine. C'est la tâche que s'est assignée l'excellent petit « Bulletin mensuel d'informations démographiques, économiques, sociales », édité par l'Institut national d'études démographiques (1) auquel on a emprunté tous les renseignements et chiffres utilisés dans cette chronique.

(1) 27, rue du Commandeur, 75075 Paris Cedex 14. Abonnement annuel : 30 F.

ETRANGER

Reflets du monde entier

DAGENS NYHETER.

Saumon fumé pour le « gratin »

Le quotidien suédois DAGENS NYHETER publie une lettre indignée d'un ouvrier qui a participé à la construction à Nacka, dans la banlieue de Stockholm, de la nouvelle école de formation des cadres de la puissante confédération syndicale LO.

« Le jour de l'inauguration, écrit le lecteur, tout le « gratin » de la LO et du parti social-démocrate mangèrent du saumon fumé et brochèrent au milieu des magnifiques installations, mais nous, qui avions construit les bâtiments, n'étions pas invités. Nous, qui payons les cotisations, avec lesquelles cet hôtel de luxe a été édifié, n'avons même pas été consultés sur le montant des frais à engager dans ce projet. Le président de la LO a dit dans son discours que la confédération syndicale « n'était plus un parti ». Il semble que la LO n'ait pas d'autre ambition que de faire mieux que sa rivale, la confédération patronale SAF. (...) La nouvelle école de LO est une trahison de la classe ouvrière suédoise. »

Le journal précise, dans un commentaire, que les installations comportent cent soixante chambres pour les élèves, toutes avec douches, réveil électrique dernier modèle, incorporé dans la radio, des œuvres d'art sur les murs, une magnifique piscine, une salle de sports rutilante, plusieurs saunas, etc. L'ensemble a coûté 46 millions de couronnes (à peu près 50 millions de francs).

PACIFIC ISLANDS MONTHLY

Les rescapés de Bikini

La revue australienne PACIFIC ISLANDS MONTHLY écrit que le Congrès de Micronésie demande, dans un rapport, au gouvernement américain de verser des dédommagements aux insulaires ayant souffert de l'expérience atomique de Bikini, le 1er mars 1954. Les autorités étaient en effet montrées « négligentes ». Une personne est morte de leucémie : ses parents devaient recevoir 50.000 dollars. « Ceux qui ont subi des opérations de la thyroïde en raison de maladies dues à des radiations devaient recevoir 250.000 dollars. Les habitants d'Utrik, exilés de leur île pendant trois mois, devraient se voir accorder 1.000 dollars par personne en plus de 116 dollars offerts par la commission de l'énergie atomique. (...) Le gouvernement américain devrait financer une enquête menée en toute indépendance par des spécialistes des conséquences écologiques des radiations. Elle porterait sur les deux atolls (d'Utrik et de Rongelap) et leur population. Cette mesure devrait être décidée en raison des inquiétudes des personnes qui furent exposées et de celles qui ne le furent pas au sujet de l'alimentation locale. »

Cravate obligatoire !

La revue de langue anglaise éditée à Hongkong, FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW, dénonce un scandale à Colombo, où Fred Silva, rédacteur en chef adjoint du Ceylon DAILY NEWS, le principal quotidien en langue anglaise de Sri Lanka (Ceylan), a été arrêté et emprisonné pour avoir écrit un article qui a déplu aux magistrats.

Cet article, intitulé « S'habiller avec bon sens », racontait comment la commission des fraudes avait refusé d'entendre un comptable qui avait comparu en chemise ouverte et savates. La commission lui avait même interdit d'aller s'habiller « décentement », et l'accusé avait dû se représenter en costume national pour se faire écouter.

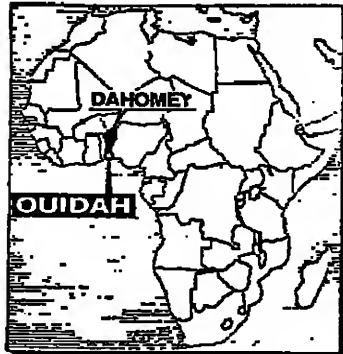
« Nous hésitons à croire que ces messieurs de la cour entendent déclarer le port de la chemise illégal, avait écrit Fred Silva. Après tout, beaucoup de prévenus n'ont rien d'autre à se mettre. Sans doute préféreraient-ils, en haut lieu, n'avoir à faire qu'à des porteurs de cols blancs et de cravates ; peut-être ne seraient-ils pas autrement surpris par un complet de laine venu tout droit de Carnaby Street. Tout cela n'est-il pas en flagrante contradiction avec la nouvelle législation ? »

Le lendemain, poursuit la FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW, le DAILY NEWS publiait d'innombrables excuses en première page (...). Mais le tribunal trouva cela insuffisant et retint que l'article incriminait visait : à prouver que la commission des fraudes ne tenait aucun compte de la nouvelle législation ; qu'elle sabotait la réforme judiciaire ; qu'elle était particulièrement bien disposée à l'égard des prévenus portant une cravate, et encore mieux un costume d'importation ; bref, que les accusés pauvres n'avaient aucune chance d'être jugés avec équité (...).

Le non-fumeur est plus sensible à la pollution

L'hebdomadaire Américain NEWSWEEK évoque une étude faite par la faculté de médecine du Wisconsin : « L'un des nombreux risques encourus par les fumeurs est un grand taux d'oxyde de carbone dans le sang, qui cause des troubles de la vue, réduit la vitalité intellectuelle et, en cas de haute concentration, peut être mortel. Mais l'air aux États-Unis est tellement pollué (...) qu'environ la moitié des non-fumeurs possèdent un taux d'oxyde de carbone dans le sang supérieur à 1,5 %, ce qui correspond au maximum de sécurité établi par le Commissariat pour la protection de l'environnement. De plus, comme les non-fumeurs ne disposent pas d'une tolérance à l'oxyde de carbone aussi élevée que celle des fumeurs, ils sont peut-être plus réceptifs aux dangers de l'air pollué. »

« Les chauffeurs de taxi, qui passent leurs journées dans les gaz d'échappement des automobiles, sont dans la plus mauvaise situation (...) avec des taux allant jusqu'à 5,8 % d'oxyde de carbone dans le sang pour certains non-fumeurs. Les taux de pollution les plus élevés ont été enregistrés à Denver, Chicago et Los Angeles, où plus de 75 % des non-fumeurs ont de dangereuses concentrations dans le sang. »

Lettre de Ouidah
Un épisode méconnu de la décolonisation portugaise

C'est à Ouidah que s'est déroulée, il y a déjà treize ans, la première étape de la décolonisation portugaise en Afrique. Ce bref et brutal épisode eut pour cadre la minuscule enclave du fort Saint-Jean-Baptiste d'Ajuda, située en plein cœur de la ville. Curiosité juridique à peu près unique en son genre, comme seuls surent en secret, puis en préservant, l'immigration, la ténacité et l'immobilité des dirigeants de Lisbonne, précédés de leur tour de force Antonio de Spínola, ce fort, établi en 1721, resta « terre portugaise » près de deux siècles et demi : le bâtiment lui-même et le chemin qui le relie à l'Océan Atlantique, situé à environ 3 kilomètres.

Quelques mois avant le premier anniversaire de la proclamation de l'indépendance du Bénin, les dirigeants de Cotonou envoyèrent une note verbale au gouvernement portugais en attirant son attention sur le caractère anachronique de la situation de fait existant à Ouidah. Cette démarche, était restée sans réponse, fut suivie d'une seconde, qui subit le même sort, puis d'un ultimatum adressé aux Portugais les mettant en demeure d'avoir à évacuer les lieux, quinze jours avant les fêtes commémoratives du 1er août.

M. Emile Derlin Zinsou, qui était en 1962 président de la Cour suprême et assistait personnellement aux événements du 31 juillet 1961, en a conservé le souvenir précis, ainsi que celui des circonstances qui les précédèrent. « Le résident portugais et son adjoint, de même nationalité, vivaient en bonne intelligence avec le président de la République, auprès de laquelle ils bénéficiaient d'une réelle sympathie. Mais cette présence, héritée du passé colonial, semblait inadmissible. Nous souhaitons régler cette affaire à l'amiable ; aussi avons-nous été surpris et outrés des fins de non-recevoir opposées par les autorités de Lisbonne à nos demandes répétées... La veille de l'expiration de notre ultimatum, le résident, précipitamment revenu de l'étranger après une longue absence, fit arriver d'urgence tout ce qui pouvait brûler et y mit le feu. Bien que la nuit fût déjà tombée, le feu rendit les honneurs au drapeau portugais qui flottait toujours à son mât, puis le feu s'éleva à sa place le pavillon dahoméen, avec le même cérémonial, tandis que les deux fonctionnaires portugais étaient conduits à la frontière du Nigeria, à bord de la voiture de M. Paul Darbour, alors ministre de l'économie, et expulsés. (...) Ainsi, ce fut M. Hubert Maga, premier président de la République dahoméenne, aujourd'hui maintenu en résidence surveillée par le gouvernement militaire, qui, le premier, contraindit le gouvernement Salazar à abandonner une de ses possessions africaines.

JAMAIS les dirigeants de Lisbonne n'admettent d'ailleurs le fait accompli. Vestige de l'époque de la traite des esclaves, élevée avec l'autorisation de Vasco Fernandes César de Meneses, viceroy du Brésil, qui entendait ainsi privilégier Bahia par rapport aux ports métropolitains, dans la sévère compétition commerciale à laquelle se livraient Brésiliens et Portugais, la petite forteresse est toujours sentimentalement considérée, à Lisbonne, comme partie intégrante du Portugal. Ainsi, une petite monographie officielle parue en 1970 et consacrée à Sao-Tomé et Principe indique, neuf ans après l'annexion : « Ces îles constituent, avec le fort de Sao-João-Baptista de Ajuda, enclavé dans le territoire de la République dahoméenne, la province de Sao-Tomé et Principe » (1). Voilà qui est strictement conforme au titre I de la Constitution portugaise, parue en août 1938 au Journal officiel, qui, traitant du territoire national, indique les terres dont il se compose : « en Afrique occidentale : l'archipel du Cap-Vert, le Guinée, les îles de Sao-Tomé et Principe et leurs dépendances, Sao-João-Baptista-de-Ajuda, Cabinda et l'Angola ».

Pendant quelques années, les ruines du fort restèrent à l'abandon. Puis elles furent restaurées, les lieux remis en état et la domicilia-

de l'ancien résident fut transformé en musée. L'endroit vaut moins par les collections, d'une valeur médiocre, qui ont pu y être rassemblées, que par lui-même.

La concession représente un quadrilatère d'environ 100 mètres de côté, entièrement ceint par une muraille de terre d'environ 2 mètres de hauteur. A chacun des quatre angles, se trouve une tour de surveillance hérissee de vieux canons contemporains de la marine à voile. Au sommet d'une de ces quatre tours, quatre pierres tombales, dont trois, anonymes, ne portant qu'un crocifixe, marquent l'implantement du cimetière où l'on inhumait les administrateurs morts en service.

Sous les ombrages du jardin, utilisé en partie comme potager, on rencontre à chaque pas la croix poténée, insigne distinctif de la maison royale de Bragança, et, sous un abri de toile, s'élevaient de rouiller les restes calcinés du réfrigérateur et ceux de la voiture du dernier représentant local du régime du Dr Salazar.

Sur la façade du pavillon central, une plaque émaillée polychrome indique dans la langue de Camões : « Soyez le bienvenu, si vous venez pour le bien. » C'est ici que le musée a été installé, avec l'aide de l'Etat, mais aussi celle de particuliers, dont un ancien ambassadeur de France à Cotonou, particulièrement intéressé par les événements historiques. Les œuvres originales sont trop rares et ne comprennent guère que quelques armes, des récades ou cannes royales dahoméennes, des objets utilitaires ou ornementaux ayant appartenu aux résidents portugais et ayant été épargnés par le brasier du 31 juillet 1961.

Ce sont surtout des photographies de traités, de gravures, de documents et textes divers, qui évoquent les relations des anciens rois d'Abomey avec l'Europe, la traite des noirs, les cultes animistes locaux et leurs survivances au Brésil, à Cuba et à Haïti, où les adeptes du culte du vaudou sont fort nombreux.

OUIDAH fut considérée aux XVIII^e et XIX^e siècles comme le plus grand port négrier de toute la côte des Esclaves, qui s'étend des bouches du Niger à la Côte d'Or. Sa richesse, comme celle de Bristol ou de Liverpool, de Nantes ou de Bordeaux, s'édifia sur l'esclavage, mais proportionnellement aux profits — modestes — que l'Afrique réalisa sur cet odieux trafic. C'est néanmoins au cours de la première moitié du XIX^e siècle que la ville vécut son époque de plus grande prospérité, grâce à l'action personnelle d'un aventurier haut en couleur nommé Francisco Félix de Souza, plus connu sous son titre local de « Chacha ». L'ethnologue Pierre Verger indique à son sujet : « De teneur de livre de garde-magasin et greffier du fort, le plus modeste des emplois prévus pour les fonctionnaires envoyés de Bahia à Ajuda, il devint l'autorité suprême de la forteresse-forteresse... » (2). Il ajoute que Francisco Félix de Souza « devait devenir le plus fameux et le plus

opulent des négriers de toute la côte d'Afrique jusqu'à sa mort en 1848, qui précéda de bien peu l'abolition totale de la traite des esclaves » (3).

La richesse de Ouidah ne survécut pas à la disparition du fastueux négrier, bien que son fils aîné lui ait succédé comme « Chacha ». Dès 1853, un voyageur portugais note : « Faute d'autorité, la forteresse fut abandonnée ; on se souvenait de celui d'Ajuda à Sao-Tomé, mais ce n'était que pour se défaire de quelque prisonnier sans morale que l'on nommait indifféremment curé de la paroisse de Sao-João-Baptista-de-Ajuda ou summière de la forteresse. »

Pourtant, si l'on en croit un des missionnaires qui évangélisèrent le littoral dahoméen à la fin du XIX^e siècle, la traite des esclaves se poursuivait dans ces régions jusqu'en 1865. En effet, l'abbé Pierre Bouche note : « Ce furent surtout des sujets portugais qui firent ce commerce de contrebande. Les diables marchands d'esclaves que nous voyions au Dahomey étaient tous portugais de nom et d'origine : Suarez et Medeiros, Francisco de Souza, Momingo Martins. Les Portugais et les Brésiliens qui s'adonnaient à la traite n'y ont réellement renoncé que lorsqu'elle devint tout à fait impossible, c'est-à-dire lorsque l'Etat a été contraint d'effacer l'effacement leur porte aux négriers, les marchandises humaines se trouvaient sans écoulement... » (4).

Tandis que le vieux fort Saint-Jean-Baptiste subsiste partiellement, les forteresses dahoméennes, les plus valables, datant et anglaises ne sont plus valables. La première, construite en 1871 par le commissaire d'Elbe, sur l'ordre de Colbert, a été rasée en 1908 par un administrateur français l'occultiste. La seconde, située en face du vieux marché Zoba, fut cédée à plusieurs acquéreurs successifs, tous commerçants. C'est aujourd'hui le siège d'une factorerie française et il faut une imagination débordante pour en reconstruire l'aspect original. Enfin, la troisième, dénommée Fort-William, est la propriété d'une firme anglaise, John Walkden, et achève une glorieuse carrière militaire sous la forme d'une modeste boutique dépourvue de tout cachet original.

Les souvenirs historiques sont apparemment restés dans les archives familiales ou dans les bibliothèques européennes et la promenade en ville est, aujourd'hui, bien décevante. Les vieilles maisons à veranda pourrissent lentement sur leurs pilotis, présentant un état de dégradation beaucoup plus avancée que leurs contemporaines togolaises d'Aného ou villoises de Grand-Bassam. C'est un sentiment de tristesse qui prévaut à la découverte de cet abandon, de même qu'à la visite de Dangbéhoué, le temple des pythons, qui fut un des ornements et une des attractions de Ouidah pendant plus d'un siècle.

FACE au clocher carré de la cathédrale catholique, élevée comme un défi devant ce haut lieu du fétichisme dahoméen, l'enceinte en terre de barre du

Dangbéhoué menace ruine, sous les frangements géants qui la dominent. Emmurée dans une veste de tweed de frappe, un pagne blanc autour des reins, le ministre du culte, qui fait visiter les lieux où survivent les fétiches autoproclamés les plus populaires de la côte occidentale d'Afrique, est pitoyable. Pitoyable et désolé, comme le sont les trois pythons chétifs, lovés à l'intérieur d'un inesthétique clapier de béton, alors que leurs ancêtres nichaient, par dizaines, il y a encore vingt ans, dans le toit des cases de l'enceinte ou dans les poches dispersées dans les cours intérieures de l'enceinte sacrée.

Il y a un siècle, en tout cas, un marin qui n'accorda pas la moindre attention au fort portugais de Ouidah mais s'attarda longuement auprès du temple des serpents écrivait à son sujet : « La voie de l'édifice, formée de branches d'arbres entrelacées, qui soutiennent un toit d'herbes sèches, est constamment tapissée d'une myriade de serpents que je pus examiner à mon aise. Quel qu'il en soit, le nombre de ces animaux, lors de ma visite, pouvait bien s'élever à plus d'une centaine. » (5).

Le dernier refuge du pittoresque reste encore le quartier Brésil, au centre duquel se trouve la concession des Chachas, descendants de l'émigrant Francisco Félix de Souza, ardent polygame et commerçant métis. Au fond de l'une des innombrables ruelles, dans le labyrinthe des croisées des diables de concessions étroitement closes qui constituent autant de petits villages, s'élève la maison de celui qui fut l'ami du roi Ghezo, qu'il avait aidé à monter sur le trône d'Abomey. Rien n'y est plus saisissant que la découverte de la chambre à coucher du premier des Chachas : à la droite d'un somptueux lit de style portugais, à colonnes d'acajou torsadées, git la pierre tombale sous laquelle repose le trépassé Francisco Félix de Souza, enterré sur place, comme le sont tous les chefs traditionnels de cette région du golfe du Bénin. Cette relique des fastes du passé reste pourtant si modeste que, vingt-deux ans après la visite officielle effectuée ici par M. Pierre Pflimlin, alors ministre de la France d'outre-mer, il n'est pas inutile de paraphraser les paroles du discours d'accueil prononcé par M. Emile Derlin Zinsou, en tant que vice-président de l'Assemblée de l'Union française : « Ouidah n'a pas toujours été la ville morte que vous allez voir... » (6).

PHILIPPE DECAENE.

- (1) Sao-Tomé et Principe, Agence générale d'outre-mer, Lisbonne 1970, page 9.
- (2) In Flux et reflux de la traite des noirs entre le golfe du Bénin et Bahia-de-Todo-os-Santos du XVII^e au XIX^e siècle, Mouton, 1968, page 460.
- (3) Ibid., page 461.
- (4) In La Côte des Esclaves et le Dahomey, Flon 1953, pages 381-382.
- (5) Docteur Rêpin, ancien chirurgien de la marine impériale, in Voyage au Dahomey, le tour du monde, 1^{er} semestre 1863, p. 71-72.
- (6) In l'Union française, n° 6 du 15 août 1962.

Quand les Anglais envahissent Calais

(Suite de la page 9.)

Placés aux barrières de contrôle, les agents de parking en blouse blanche filèrent les entrées. Equipés de talkie-walkie, ils correspondaient avec leurs collègues de la compagnie de navigation qui, à bord des ferries, descendent les véhicules, précédemment quand les cales sont pleines.

Considéré à juste titre comme le conducteur le plus courtisé d'Europe, l'Anglais ne peut éviter certains réflexes malheureux. Des panneaux ont beau lui rappeler tout au long du littoral : « Caution, Keep your Right », il lui arrive d'avaler de travers le premier « haricot » continental qui se présente sur sa route. C'est pourquoi les nombreux clubs automobiles anglais tiennent à la disposition de leurs adhérents un service de récupération de voitures accidentées. Cet organisme ramasse les épaves et autres véhicules en perdition aux quatre coins de l'Europe, les ramène au port sur des plates-formes appropriées et les réexpédie tels qu'à leurs destinataires.

Pain, vin rouge et camembert

Au lendemain de la dernière guerre, dans l'euphorie du cognac retrouvé, des centaines d'Anglais s'élancèrent chaque jour à l'abor-

dage du Royal Daffodil, venant écumer les historiens de la côte et repartant quelques heures plus tard le cœur en fête. On les appelait familièrement les no passeport. C'était l'époque du grand folklore. Les passagers débarquaient préalablement eméchés, car, à bord, on buvait sec le whisky détaxé. La visite se poursuivait dans les cafés, où la complexité des mélanges laissait perplexes les cafetiers eux-mêmes. Au départ du bateau, les foules locales se pressaient le long des quais. Personne ne voulait manquer le spectacle du panier à saleté ramenant au bords les buveurs ramassés roides sur le carrelage après le troisième mélange.

Les échos de ces excès peu compatibles avec la « respectabilité » d'un citoyen britannique finirent par arriver aux oreilles de la grande Albion. L'affaire fit scandale et avec elle se termina l'ère des no passeport. Quant au Royal Daffodil — qui avait fait son temps — il alla rejoindre au musée de la Marine les trois-mâts de Trafalgar.

Aujourd'hui, la formule des « trente-six heures » (un jour et demi dans la région) a remplacé celle des no passeport. Mais les mœurs des excursionnistes — récupérés par les services réguliers — ont changé et leurs goûts ont évolué. Après le champagne des années 30 et le V.S.O.P. des

années 50, ils découvrent les vertus du gros rouge. Un touriste anglais digne de ce nom ramène maintenant dans sa mallette une bouteille de beaujolais, un camembert et du pain français. Prévoyants, les boulangers du littoral augmentent leurs fournées de pain de centimètres supplémentaires. Les plus proches des débarcadères sont dévalisés après le passage des premiers cars. L'assaut est quotidien. Les baguettes — si l'on ose dire — s'envolent comme des petits pains. Elles franchissent le Chunnel par paquets de quatre ou cinq. On en rapporte même à la maison. Milan : en pleine saison, un boulanger de Calais, coincé entre deux marchands de souvenirs pétris à lui seul cinq cents fillets les jours ensuivants.

Le croissant connaît aussi son heure de gloire. Mais, avec la livre à 11 francs, c'est déjà du luxe. Et puis, il y a d'autres tentations gastronomiques. A commencer par le « thé français » : mélange de vin blanc et de cassis plus connu chez nous sous le nom de Kir. De toute façon, même s'il y a un boom sur les frites, le fromage et les melons, les limonadiers gardent leur clientèle et certains commerçants bien situés vous confieront qu'après trois mois de saison, ils pourraient se reposer le reste de l'année sur la Croisette.

SUZANNE-EDITH PEUMERY.

HORAIRES DES INFORMATIONS

A LA RADIO

FRANCE-INTER : à chaque heure juste; Bulletin complet : h. 5 h. 30, 6 h., 6 h. 30, 7 h., 7 h. 30, 8 h., 8 h. 30, 9 h.; 13 h.; 9 h.; 20 h.; Inter-titre tous les quarts d'heure de 8 h. 15 à 7 h. 45 et 23 h.; Inter-emploi à 6 h. 45; Inter-soir à 22 h. et Inter-dernière à 23 h.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : 7 h. (cult.); 7 h. 30 (cult.-mus.); 8 h. 30 (cult.-mus.); 9 h. (cult.); 12 h. 30 (cult.); 7 h. 45 (cult.); 19 h. (mus.); 19 h. 30 (cult.); 23 h. 55 (cult.-mus.) le dimanche, 19 h. 10. Magazine (cult.).

EUROPE 1 : toutes les demi-heures de 5 h. à 9 h.; 6 h. 45. Bonjour, monseigneur le maire; bulletin complet à 13 h. Session d'information de 19 h. à 20 h. 30; « Flashs » toutes les heures jusqu'à 7 heures; Europe-Panorama à 22 h. 30.

LUXEMBOURG : 5 h. 30, 6 h., 6 h. 30, 7 h. 7 h. 30, 8 h., 8 h. 30, 9 h. ensuite à chaque heure juste; bulletin complet : 12 h. 45 et 19 h.; R.T.L.-Digest à 22 heures.

سكنا في الامم

IDEES

L'HISTOIRE

UNE THESE D'ANDRÉ KASPI

Les Américains, la Grande Guerre et la France

La seconde guerre mondiale n'a été — chacun est plus ou moins d'accord là-dessus — que l'absurde match-revanche de la première. L'inter-
valle entre les deux (vingt ans et quelques mois) fut trop court et trop mouvementé pour que l'histoire de 1914-1918 puisse être étudiée posément. En conséquence, les suites de 1945, pauli-
nes incises, qui n'étaient souvent que l'héritage non inventorié d'un passé encore tout chaud mais déjà éteint par la rapidité des événements échappèrent longtemps à la réflexion synthétique. « En revenir » à la Grande Guerre n'est pas un détour archéologique : c'est sauter à la racine des phénomènes de l'actualité la plus immédiate. Com-
me l'exemple, comprendre le som-
pituel débat transatlantique si l'on n'a qu'une idée des plus vagues de la manière dont les Etats-Unis se jetèrent, après février 1917, dans le conflit qui déchirait l'Europe depuis août 1914 ?

son doctorat d'Etat sur « la France et le concours américain ».
Soutenue récemment devant un jury présidé par le doyen Pierre Renouvin, entouré de Jean-Baptiste Duroselle, rapporteur de la thèse, Claude Fohlen et Guy Pedroncini, elle a obtenu, après la longue joute courtoise, mais serrée, qui est de rigueur entre l'impor-
tant et ses examinateurs, la mention « très honorable ». L'unanimité du jury s'est faite sans difficulté sur la clarté d'exposition et de style d'André Kaspi, qualité qui rend la lecture de ces douze cent soixante-dix pages de texte (sans compter la bibliographie et les tableaux) non seulement aisée mais captivante et désigne ces volumes dactylographiés à devenir « œuvre » éditée pour un vaste public.

Un sursaut psychologique

Il n'y a pas lieu de s'attarder aux « lacunes et insuffisances » qu'un érudit omnivore des relations internationales pourra toujours déceler dans le doctorat d'André Kaspi. L'auteur en a pleinement conscience. Si se restreint au « concours américain à la France », il insiste à plusieurs reprises sur le fait que les Etats-Unis du président Wilson ne sont pas venus au secours de la « France seule », mais, tout au contraire, qu'ils entendaient donner à leur engage-
ment une dimension supranationale, et le faire accoucher d'un « ordre euro-
péen », où il est facile de reconnaître le schéma de la « structure de la paix » planétaire du tandem Kissinger-Nixon (lequel d'ailleurs, quand il ne se com-

pare pas modestement à Lincoln, se réclame volontiers de Wilson...)
Il y a une « thèse » logée dans la thèse d'André Kaspi : si les lendemains de Versailles furent si décevants, c'est qu'à la gageure de la France d'être simultanément assistée et protectrice » (de la « fille aînée de l'Europe », selon l'image gaulliste) répondit l'erreur de Wilson se voulant presque « au-dessus de la mêlée », en tous cas réservant sa liberté et refusant, au nom de la future « sécurité collective », la logique des comités interalliés qui organisaient la coo-
pération et, à l'origine, l'amalgame du corps expéditionnaire américain. *compte aussi comme un instrument politi-
que* : c'est déjà la bataille pour un *leadership* qui s'annonce. Le gé-
néral Fehling n'aurait-il pas préféré re-
cevoir l'issue des combats jusqu'en 1919, année où l'ampleur d'un « concours » américain surpassant de façon éclatante les « concurrents » essayages de l'Entente, les Etats-Unis eussent été en position d'arbitre suprême du Vieux Monde ?

Ce qui est clair, c'est que la France ne s'est pas donnée plus de mal pour comprendre les intentions, droites ou douteuses, des Etats-Unis que ces der-
niers n'ont fait d'effort pour « se mettre à la place » des Français. Les libéraux américains, dont Wilson était l'étoile, rêvaient d'harmonie universelle, et leur organe de pointe, la *New Republic* de Walter Lippmann (qui joua un rôle dans le « brain trust » du « colonel » House, le conseiller le plus proche de Wilson) préconisait un partage « équi-
table » de l'Alsace et de la Lorraine !
S'il convient de retenir ces prémices d'une incompréhension mutuelle foudroyante

de récriminations à venir, elles ne doivent pas nous amener à minimiser ce qu'eut de décisif le renfort américain. Sur ce point, Kaspi ne laisse pas subsister la moindre équivoque : sans débarque-
ment américain l'Entente était condan-
née à brève échéance à une paix blan-
che. Pas seulement parce que ses res-
sources militaires se tarissaient et que son moral — nous sommes en 1917, l'année des mutineries qu'a étudiées Guy Pedroncini — chancelait dange-
reusement. Un des principaux mérites de l'auteur est de prendre l'intervention américaine sous l'angle le plus large, d'accorder autant d'attention au sau-
vetage financier qu'elle apporte à des troupes au bord de la banqueroute qu'au précieux ravitaillement qu'elle fournit en produits de première nécessité, sans omettre le surcroît psy-
chologique, lent à se dissiper mais capital, qu'elle provoque dans une popu-
lation lasse de privations et de deuils

1918, dépassa les espérances de l'opinion et même des combattants français.

André Kaspi nous offre une reconsi-
tution chronologique minutieuse des différentes phases des relations franco-américaines durant la période consi-
dérée. Il nous apprend beaucoup, nous surprend fréquemment par des décou-
vertes et les échos qu'elles éveillent. Mais on attend l'incroyable quand, du-
rant la soutenance, il fut appelé que ce doctorat d'histoire américaine était le premier présenté à l'université de Paris depuis la thèse de René Remond (2), qui remonte à... 1960 !

Une thèse tous les quatorze ans pour un domaine historique aussi riche et complexe et dont — ce qui ressort net-
tement de la thèse de Kaspi — la ma-
connissance interdite de nos jours toute politique autre que capricieuse ou fa-
bulatrice, n'est-ce pas un scandale pour l'enseignement supérieur français ? Dans ces conditions, est-on fondé à prendre de haut les douzaines de thèses for-
mément intégrales consacrées à la France chaque année par des universitaires américains ? Il n'est que temps de réa-
gir, d'ouvrir les fenêtres, d'ouvrir des chantiers de recherche, de susciter des vocations. Soulignons que l'« étonne-
ment » initial d'un André Kaspi de-
vient vite contagieux...

ALAIN CLÉMENT.

(1) Eric ell. *Essays and Confessions*, t. I, p. 208.
(2) René Remond, *Les Etats-Unis devant l'opinion française 1918-1922*. Cahier de la Fondation nationale des sciences politiques, 2 volumes, Armand Colin, éd. 1962. Ouvrage intéressant mais qui, comme son titre l'indique, relève plus de l'histoire des mentalités que d'histoire américaine.

Une reconstitution chronologique minutieuse

Au début de ces vingt mois de fra-
ternité d'armes, la France cependant qu'elle équipe et entraîne les volon-
taires américains « En un an, révèle Kaspi, la France a cédé aux Américains trois mois de sa production de 75, sans oublier le matériel d'autres colonies ». Washington ne lésinait pas sur les dol-
lars. Paris, en retour, avait hâte de préparer le contingent américain à mon-
ter en ligne, où sa vaillance, sans atten-
dre les « gros bataillons » qui affluèrent d'Amérique dans la seconde moitié de

La vie du langage

NOTULES

« JE déplorais, par l'inter-
médiaire du *Monde*, attirer l'attention des journalistes de la presse, parée sur la prononciation correcte du nom de Mme le docteur Dorliac, secrétaire d'Etat...
« Dorliac » — alors qu'ils devraient prononcer — approximativement — « Dorliac » ou « Dorliac ». C'est un occidental qui parle, et de renom : M. Roger Barthe, auteur d'un *Lexique français-occidental* (et *occidental-français*). Approximativement, parce que si le groupe LH note toujours un L mouillé, le véritable L mouillé n'est pas facile à réaliser pour des speakers nordiques.
Nous devrions toujours pro-
noncer en tout cas : Miyo (pour Milhaud), Poyan (pour Paulhan), Grédy (pour la petite ville tar-
naisienne, comme le note d'ailleurs le Petit Larousse) ; et donc Mme Dorliac pour le secrétaire d'Etat, dont la famille (la belle-famille veut-on dire) est à coup sûr originaire d'Aurillac. Sur ce point (souvent répété autour de Jean Paulhan), aucune hésitation théorique : dans la pratique, quant aux noms de famille, c'est aux intéressés de se prononcer : des traductions ou une parisiarisation ancienne peuvent, avoir suscité une autre prononciation.
La graphie des noms propres commande dans une bonne me-
sure leur « phonie » : les Le-
non (pour Laro) ne sont pas excep-
tionnels à la radio. Et les graphies occidentales LH ne sont pas uniformes pour noter le L mouillé : les francisations ont été nombreuses avant le réveil occi-
dental. Ainsi Milhaud, l'homme, et Milau, la ville, sont un même nom : celui d'un propriétaire gallo-romain, un certain « Emi-
lius, dont la ferme est devenue village, puis ville. Milau, c'est « chez Milou », comme les Mar-
cillou du Lot et les Marcillou de l'Aveyron ou de la Corrèze sont des : « chez Marcel ». Les habitants de Milau étaient des *Milhavens* avant de se « centra-
liser » en *Milavols*. De même les *Vernhes* et les *Vergnes* ou *Verns*.
La forme occitane LH a pour elle la clarté : elle distingue (ce que nous ne faisons pas) la *vila* (la ville) et la *filha* (la fille). Mais le poids du Nord est si grand !

heureusement une série en *ibla* bien vivante : audible, tangible, etc. ; se distingue bien de *crovay* (dont il est le doublet savant) lequel ne s'emploie guère que dans des énoncés négatifs : « C'est pas *crovayable* », ou « restrictif » : C'est une histoire à peine *crovay* !...
Si je désire faire comprendre que les projets de réforme d'une administration, ou d'extension d'une firme, doivent être accueillis avec scepticisme, je ne peux pas écrire : « Ces projets ne sont pas *crovayables* », qui dépas-
serait ma pensée, alors que ces projets ne sont pas *crovayables* : l'exprime bien. Et *crovayable* n'existant pas, je suis bien aise de pouvoir dire : « La *crovabilité* du nouveau ministre est aujourd'hui assurée... »
Ce seraient des anglicismes ? Et quand bien même ? Au de-
meurant, l'adjectif apparaît en français dès le seizième siècle, le nom dès le dix-septième. Puis il s'éloigna, passant la Manche, et nous revint. Il ne sont pas plus anglais, que fran-
çais : ils sont latins.

Syntaxe : en page de couver-
ture d'un grand hebdomadaire, une publicité somptueuse pour le thé glacé. Un texte romanti-
que : « A l'ombre des vérandas, les femmes (du Sud) guettaient les rumeurs de la guerre (de Sécession). A chaque bonne nou-
velle, elles relevaient... (La vic-
toire des *Fredericksburg* les les-
sant dans le sentiment que la guerre va être gagnée. » Pour l'orthographe, c'est perdu. La faute apparaît de plus en plus souvent dans la presse : signe qu'elle n'appartient pas aux cor-
recteurs, lecteurs, ni bien en-
tendu aux rédacteurs du texte. Elle est significative d'un désor-
dre inquiétant dans l'acquisition de l'orthographe grammaticale.

Anglicismes : un lecteur me fait parvenir ce petit texte de la revue *L.B.M. Informatique*, n° 2, page 27 : « Un but : assemblée des ordinateurs. Mais deux réalités de production. L'une comptable, l'autre phy-
sique. Entre elles un « gap ». Comment réduire ce « gap » ? C'est à l'homme à bien écrire et en bon français. On pouvait dire : fossé, écart, gouffre, trou, lacune et, pour-
quoi pas : « solution de conti-
nuité », etc.
Anglicisation, ce qui est plus grave. Je laisse la parole à un

lecteur d'Ethiopie : « Avant d'être en Ethiopie, où notre pays fait un grand effort pour l'en-
seignement du français, j'ai effectué un séjour au Québec, où l'on est sensibilisé avec raison aux attraits de l'anglais. Tout ceci pour vous dire que je dé-
ploie l'attitude des exportateurs français, qui étiquettent leurs produits uniquement en anglais... alors que Suisses, Allemands et autres écrivent les leurs dans trois ou quatre langues ou plus...
J'ai fait l'acquisition d'une Citroën : le livre de garage et de mécanique est tout en anglais : pour les produits pharmaceutiques, c'est la même chose... et la liste serait longue... Si nos « marchands » abdiquent l'habitude d'entretenir à grande frais dans le monde entier des mis-
sions pédagogiques et cultu-
relles...
A quel bon, en effet ? Vendre du Stendhal en français et des voitures en anglais, c'est nous installer dans l'image d'une nation « versatilisée », qui vit sa culture et non de son travail. A lire, méditer, afficher, etc., partout où l'on se préoc-
cupe de la survie du français dans le monde.

Stylistique (plutôt que syn-
taxe) : de M. J.-M. Domenech, une lettre de mal. Mais, pour mauvaise que soit l'excuse, la linguistique est toute de patience et de lenteur. Il s'agit de l'emploi des propositions : « Je ne permets de vous signaler la profusion de SUR... (On regret-
te) sur Paris, on travaille sur le dix-huitième arrondissement ou sur Neuilly... On trouve très peu d'espaces verts sur Paris... Tous emplois qui remplacent mal à ou dans. Et d'autres encore, pour tenir lieu de : « après, à la suite de... ». Ainsi, « sur un coup franc, un premier but de Landreau », « sur proposition du conseil des ministres... ». Ces derniers ne me paraissent pas absolument condamnables. On a toujours dit « sur ces entretiens » ou « sur ces bonnes paroles ». Les premiers (exemples) marquent une évolu-
tion accolée de SUR vers la désamplification ; et nos « prépo-
sitions les plus usuelles (A, DE) sont aujourd'hui à peu près vides de sens propres. Travailler A Neuilly, ou DANS Puteaux ou SUR Bois-Colombes, ce sont trois nuances très différentes. Il y a corruption de la langue par mélange de fonctions ; mais s'il y avait du même coup enrichissement ?

Plus irritante est la mode (peut-être ecclésiastique à l'ori-
gine ?) de : « au niveau de », « au plan de ». J.-M. Domenech che (entendu à la télévision) :

« Au niveau de l'homme, il est extrêmement gentil », qu'on est poussé à compléter par : « Mais au plan de la pensée, il ne vole pas haut... ». On ne voit qu'un ramblé, à ce point en anglais : en lire et s'en garder.

Affaires sérieuses : la diffu-
sion du français dans le monde, et la loi de réciprocité. Un lec-
teur d'Orléans, M. J.-P. Minin, nous écrit qu'il a vu lui-même à déchiffrer avec peine des modes d'emploi en anglais — et se dit à juste titre — passablement irrité de la désinvolture avec laquelle les importateurs traitent en général leur clientèle non anglophone... Il a relevé avec un étonnement indigné que le tableau de bord d'une cuisinière de marque française (Schottel) est aussi affublé de mots an-
gais. Ne pouvait-on écrire « NETTOYAGE » à la place de « CLEAN » ?

Suivent de très justes remar-
ques sur le mépris dans lequel sont tenus, au point de vue de la langue en particulier, les tra-
vailleurs immigrés d'Afrique du Nord.

Injustice, et incompréhension de l'intérêt national. Avoir une grande « politique arabe » c'était d'abord, semble-t-il, comprendre et être compris ; et pas seule-
ment en français, langue du conquérant, du colonisateur, qu'on le veuille ou non, mais aussi en arabe. Deux apaisements à notre correspondant : sous le patronage du Haut Comité de la langue française, une « Associa-
tion pour la diffusion de la culture et de la langue arabe » (A.D.C.L.A. 177, rue de Rennes, 75008 Paris) s'emploie avec suc-
cès à renverser le courant : cam-
pagne en faveur de l'enseigne-
ment de l'arabe et du choix de l'arabe comme langue étrangère, interventions auprès du ministère de l'éducation (nationale), et la suite des suites en effort très sensible est engagé pour l'en-
seignement de l'arabe et la scolarisation des enfants de travail-
leurs immigrés.

Mais, si peu de moyens ! si peu d'hommes pour une tâche aussi lourde ! Dans les classes secondaires de l'enseignement public, 2 750 000 élèves apprennent actuellement l'anglais... et 800 l'arabe.

Seconde satisfaction : un pro-
jet de loi (qui pourrait être dis-
cuté à l'automne) prévoit une protection efficace des « étran-
gers en France » contre le risque d'incompréhension en matière de contrats ou d'emploi de conventions de travail. Les pou-
voirs publics se mettent en mou-
vement !

JACQUES CELLARD.

MIGRATION ET MEDITATION

Paroissiens volent...

UNE ellipse pure que rien ne distrait de sa course : un pilastre d'aluminium, l'al-
liance sobre du métal, des vernis et des gris ; l'écho assourdi d'une rumeur toute proche — c'est à peine si l'on perçoit les trois no-
tes qui donnent le la à la voix suave et flamboyante : « Vol Air France 444... Les passagers en promenade de... » l'oratoire d'Orly semble l'œil du cyclone. Des bandes lisses se font face de part et d'autre de l'autel : dispo-
sition classique aujourd'hui, et qui ne surprend pas à la diffé-
rence de la parole de verre épais qui partage l'ovale en deux moitiés symétriques et closes. « Ce doit être pour séparer catholi-
ques et protestants », haussent les visiteurs du dimanche. Et l'au-
tomnien de se désoler : « C'est tout l'univers ! A l'origine, où des parts et arrivées se font au même étage, à l'allure un oratoire à cheval sur la zone sous douane et la zone publique ; la vitre frontière n'a pas d'autre but que de permettre à tous, passagers, personnel, visiteurs, d'y avoir accès. Quant aux divers cultes, ils se partagent effectivement l'espace des lieux, mais sous le signe de l'œcuménisme, et non de l'imperméabilité ! »

Accueil tous azimuts et œcuménisme, tels sont en effet les maîtres mots de cette forme d'apostolat. Le « particulier » qu'est la pastorale des migrants et des touristes. Cette grande masse qui parle différentes lan-
gues, pratique différentes cultes, occupe diverses situations socia-
les, passe en quelques heures d'un continent à l'autre, peut donner un témoignage de paix, d'amitié, de fraternité. C'est le signe de l'appartenance à une seule humanité, fut-il déclaré lors du dernier congrès national de la Pastorale du tourisme, à Paris.

Vieux pieux ? La communion pontificale chargée du problème, et qui évalue à trois cents mil-
lions par an le mouvement mon-
dial des seuls voyageurs aériens, ne se fait guère d'illusions : « Tâche ardue que celle d'atteindre des personnes prises dans un mouvement et une activité intense », écrit-elle à leur pro-
pos. Mais qui ne se reconnoi-
trait en cette définition ? Quel pasteur, quelque pâture qu'il prodigue, ne pourrait prendre à son compte cette impuissance ? Et si les aéroports étaient les microcosmes de roches autrement vastes ?

« Tâche ardue », telle est bien en tout cas l'opinion du Père Val-
let, l'aumônier d'Orly. « C'est in-
tentionnellement qu'on a baptisé ce lieu inter-cultes « oratoire », et non « chapelle », par exemple. De même qu'on ne l'a doté d'au-
cun signe privilégiant l'une ou l'autre religion », ni enfin ni statues. Les ministres de tout culte sont invités à y célébrer :

les fidèles de tout bord a s'y recueillir. Mais je dois dire que la plupart du temps je prêche dans le désert. J'assure une présence, la messe quotidienne. Au demeurant, mon apostolat est occasionnel et se borne à des contacts individuels et dans l'en-
semble uniques... »

Le Père a été vingt ans vicaire général de l'aumônerie de la marine. Il en a retenu, pour caractériser sa solitude au cœur d'une foule volatile, une expres-
sion d'usage à la mer, lorsque l'équipage se répartit en quarts : l'aumônier est « seul de son plat » — et il ajoute, amer et biblique, cette fois : « Seul comme Job sur son fumier... »

Écoutez supplémentaires : « Le nombre et la nature de mes ouailles sont totalement impré-
visibles. Une seule chose de sûr, tous seront pressés. Aussi, les offices sont-ils courts, les liturgies sobres à l'extrême et réduites à leur plus simple expression.

Bonne chasse ?

Est-ce en raison de ces désail-
lons qu'à Roissy-en-France on a cantonné les lieux de culte dans la zone sous douane de l'aéroport Charles-de-Gaulle et qu'on a préféré à un local unique une tri-
nité : un oratoire chrétien, une mosquée et une synagogue — trois cellules également microscopiques et nues, différenciées seulement par la présence ici des Tables de la loi et là d'un tapis de prière ? « A l'origine, fait remarquer l'aumônier de Roissy, les aumô-
neries d'aéroport étaient attri-
bues à d'anciens militaires de l'armée de l'air, les mieux entraî-
nés à la pastorale des « volants ». Le lien se distend aujourd'hui, et ce n'est pas un hasard. Le seul apostolat auquel nous passions réellement prétendre s'exerce monna parmi les passagers qu'au-
près du personnel au sol innumé-
rable et astreint souvent à des horaires qui écartent des paroissiens traditionnels. Singes que Roissy comptera à la fin de l'an-
née près de seize mille employés ! En fait, c'est une présence chre-
tienne sur les lieux mêmes du travail qui importe et apparente notre mission à celle des prêtres ouïers. Être là, de plain-pied parmi les travailleurs — je suis moi-même fonctionnaire de l'Aéroport de Paris, — et œuvrer à faire tomber les préjugés, voilà notre rôle principal.

« Tenez, un ami douanier... Bonjour ! Pas trop d'affluence ? Bonne chasse... ? »

LAURENCE COSSÉ.

● Dans l'article d'Henri Fesquet sur la fidélité (le *Monde* du 8-9 septembre), la référence de la citation du dernier para-
graphe a malencontreusement sauté. Il s'agissait du livre du chanoine Pierre de Loch, *Les Rituels de la fidélité*. (Édit. Cer-
tes.)

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Théâtre



■ Double concert Oscar Peterson-
Maurice Ravel, le 4 octobre, à 19 h. 30
et 22 h. 30, à la salle Pleyel. La loca-
tion est ouverte le 16 septembre.

DÉBUT DE SAISON

PRESSE

M. Chervement demande également à M. Chirac : « Est-ce qu'il y a eu un opérateur comme normal qu'une opération boursière décidée du destin d'un journal dont la valeur est de 100 millions ? » M. Chirac lui répond : « Je ne sais pas, mais la presse a la tendance à la rumeur, à la déformation, à la fausseté, à la mensonge. Je ne suis pas sûr que la presse soit la meilleure des sources d'information. »

Pour sa part, le « cabinet » de Jean-Paul Servan-Schribel, directeur de la presse, déclare : « Je ne suis pas sûr que la presse soit la meilleure des sources d'information. »

Le président du groupe Express soit sur le point de quitter l'Assemblée nationale, le député communiste Jean-Paul Servan-Schribel, député du Rhône, a déclaré :

« Je ne suis pas sûr que la presse soit la meilleure des sources d'information. »

Le président du groupe Express soit sur le point de quitter l'Assemblée nationale, le député communiste Jean-Paul Servan-Schribel, député du Rhône, a déclaré :

« Je ne suis pas sûr que la presse soit la meilleure des sources d'information. »

lourds. L'Union réclame notamment la déductibilité de la

que le massif des trois vallées de Montmorency, L'Isle-Adam et Carnelle (Est-d'Oise)

lourds. L'Union réclame notamment la déductibilité de la

que le massif des trois vallées de Montmorency, L'Isle-Adam et Car-

Pour le court terme, les observateurs s'interrogent sur la nature juridique du mouvement déclenché depuis le mercredi 11 septembre à 21 h. 47.

On sait d'ailleurs maintenant avec plus de précision comment s'est déroulée le « coup de main » dans le Venn français (Val-d'Oise) (c'est le Monde n° 24 août) et d'étudier cette formule — ou bien une autre — pour protéger la haute vallée de Chertreuse (Vrelles), ainsi que le massif des trois vallées de Montmorency, L'Isle-Adam et Carnelle (Val-d'Oise).

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89	IMMOBILIER		
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52	Achat - Vente - Location	21,00	24,51
REPRESENTAT. : Demandes	19,00	14,91	AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
Offres	27,00	31,52	PROPOSITIONS COMMERC.		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86	CAPITAUX	60,00	70,05
			OCCASIONS	21,00	24,51



emploi régionaux

L'Entreprise :
Fabricant Articles Matières Plastiques,
grand public - forte expansion,
Région Rhône-Alpes.

La Fonction :
DIRECTEUR AD. ET COMPTABLE
chargé d'effectuer pour son P.D.G. :
- les travaux de comptabilité ;
- la gestion administrative et financière ;
- la gestion du développement.

L'Homme :
35 ans minimum ; niveau expertises comp-
table confortées par 5 à 10 années d'expérience.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
S.J.P. - 15, place de la Belle, 71004 MACON.

LES HOULLÈRES DU BASSIN DE LORRAINE

recherchent :
INGÉNIEURS DÉBUTANTS
Mines (Paris, Saint-Etienne et Nancy). Centrale
pour leurs services du fond (exploitation, essais et
organisation).

• Formation assurée ;
• Statut du mineur.
Adresser candidature aux Houllères du Bassin de
Lorraine, Direction du Personnel, 2, rue de Metz,
57002 FAYLMAIRIE Marbais.

Nous fabriquons et vendons des biens d'équipement
et des biens de consommation en matière plas-
tique. 30 % de notre chiffre d'affaires se fait
à l'export. Nous recherchons un

CHEF DES VENTES A L'EXPORTATION

POUR :
- animer les réseaux existants ;
- prospecter de nouveaux marchés ;
- organiser de nouveaux réseaux ;
- chercher de nouvelles créations.

IL DEVRA :
- posséder la dynamisme nécessaire ;
- avoir de nombreuses références ;
- être âgé de 30 ans minimum ;
- voyager les deux tiers de son temps ;
- parler couramment l'anglais et l'allemand ;
- résider à Oyonnax (01) ou Lyon.

Le salaire ne sera pas inférieur à 80.000 francs.
Envoyer candidature avec C.V. et photo, à :
KURO ADVERTISING INDUSTRIE - S.P. 203,
62113 LYON 12^e.

CENTRE D'ETUDES INFORMATIQUES

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE en pleine expansion
recherche pour TOULOUSE

ANALYSTES DE GESTION

INGÉNIEURS OU CADRES DE HAUT NIVEAU
• parfaite connaissance des problèmes de gestion
d'entreprises ;
• expérience confirmée dans la réalisation d'appli-
cations de gestion ;
• goût des relations publiques et du travail en
équipe.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
G.E.I. Centre Commercial de Gros, av. de Lattre
31094 TOULOUSE CEDEX

Le Centre médical AGEN des
Trois-Étoiles (Haut-Rhin) recher-
che un DR. KINÉSITHÉRAPEUTE
PEUT-ÊTRE. Écrire au Direc-
teur avec curriculum vitae.

emploi féminins

W.T.A.
WORLD TOURISM ASSOCIATION
Bureau - London - New York

Editeur de l'ouvrage de
renommée internationale
et PASSEPORT TO THE
WORLD

Recherchons en vue engagement immédiat
Vendeuses d'Espaces Publicitaires
âgées de 25 ans minimum, excellente présen-
tation, pour prospecter en qualité d'agents au-
tomes l'industrie du Tourisme en France et à
l'étranger. Connaissance de l'anglais souhaitée.
Goût des voyages.

UNE ACTIVITÉ PASSIONNANTE !
Si vous vous sentez placée en terrain de connais-
sance et si vous êtes attirée par ce domaine,
envoyez votre candidature détaillée, accompagnée
d'une photo à :

W.T.A.
C.I.R. BUILDING
rue du Progrès 52
1000 BRUXELLES (Belgique)
A l'attention de M. G.A. FRANCES
Circulation Mgr.

Jeunes femmes 25 ans minimum
ambitieuses, dynamiques
desirant activité indépendante
stable, contacts humains.
Importante entreprise
proposant recrutement rapide
de représentants.
Diffus. ouvrages PRESTIGIEUX
CLIENTÈLE DE CHOIX
Pas de p. à p. domicile
Statut V.P. - 18 avantages soc.
Joindre vite
Envoyer candidature à : EDITO,
31, rue de Nanterre, 75008 Paris.

représent. offre

Constructeur MAISONS
INDIVIDUELLES créant
nouveau POINT DE VENTE
cherche pour départ. FI

VENDEURS

105, boul. Kennedy,
Corbeil-Essonnes - 91100-07.

TOIT EUROPEEN
20, av. de la République, 91100-07.

PROF. MATHS ch. technique
NADAY, 11, r. de Verdun, 92150

CADRE F. 33 ans, diplômée
psych. + format. psycho-soc.
12 ans expérience professionnelle
(dont Cabinet Conseil et entr.)
recherche à Paris ou proche
banlieue, poste responsable
dans FONCTION PERSONNEL
(recrutement, cadres, insertion
et suivi personnel, etc.)
Ecr. N° 10426 Connaissance Publiée,
20, av. de la République, 91100-07.

offres d'emploi

CARRIÈRE BANCAIRE

Un important établissement
de réputation mondiale
recherche pour son département Banque
internationale

DEUX COLLABORATEURS

Niveau ATTACHÉ DE DIRECTION
LES CANDIDATS retenus devront avoir le potentiel
nécessaire pour assurer des responsabilités réelles
et être prêts à prendre des initiatives importantes
concernant les projets de financement à l'étranger
(investissement, crédits à l'exportation, pro-
cédés...).

LE CHAMP D'ACTIVITÉ recouvre de nombreux
pays, d'où voyages réguliers pour assurer les liai-
sons entre les divers profils avec la clientèle ainsi
que les correspondants et organismes nationaux,
l'anglais courant est donc indispensable, une autre
langue utile.

FORMATION de niveau supérieur, excellente pré-
sentation, bon contact humain, à un poste
commercial développé, aptitude à négocier à haut
niveau sont également demandées. Une expérience
de quelques années dans le secteur bancaire inter-
national serait idéale.

Ecr. avec C.V. détaillé et photo sous réf. CAD/EB
à T.A.S. 71, rue La Boétie, 75008 Paris, qui trans-
mettra à nos Collègues chargés de recrutement.
Discrétion absolue assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

RÉGION CREIL

RECHERCHE
DE RECHERCHEURS SCIENTIFIQUES

TECHNICIEN EN PHYSIQUE

- Titulaire d'un D.U.T. ou S.T.S. de physique
ou niveau de formation scientifique équivalent.
- Connaissances : physique générale
en particulier : électro et optique
analyse mathématique
anglais technique
- Expérience de laboratoire durant quelques
années indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à : M. SPERAB,
78, Champ-Styennes, PARIS (97), qui transmettra.

Ecole allemande de Paris
18, rue Pasteur, Saint-Germain
Tél. : 01-45-45-45
Ch. deux professeurs. Matières :
français, allemand, latin.

Société Française Leader sur le
marché des produits phos-
phatés recherche :
2 INGÉNIEURS AGRONOMES
(I.N.R.A. - E.N.S.A.)
Chercheurs pour développer
l'usage des engrais phosphatés
dans les pays tropicaux et
subtropicaux. Poste à pourvoir
à LAGOS (Nigeria) ou une
autre localité d'Afrique de l'Ouest
ou Centrale (Gambie) ou une
autre localité d'Afrique de l'Est
ou du Sud-Ouest. Adresser
C.V., photo et prétentions à :
SUD-MARKETING, 11, rue
21, r. Bonaparte, Marseille 13.006.

INGÉNIEUR AGRONOME
pour développer
l'usage des engrais phosphatés
dans les pays tropicaux et
subtropicaux. Poste à pourvoir
à LAGOS (Nigeria) ou une
autre localité d'Afrique de l'Ouest
ou Centrale (Gambie) ou une
autre localité d'Afrique de l'Est
ou du Sud-Ouest. Adresser
C.V., photo et prétentions à :
SUD-MARKETING, 11, rue
21, r. Bonaparte, Marseille 13.006.

proposait.com.
capitaux
Vous disposez de 30.000 F.
Devenez fabricant distributeur
produit d'origine étrangère.
Produit très demandé. Salaire
fixe mensuel 20.000 F. Ecrire :
P. P. 9, rue de la République,
93000 SAINT-DENIS.

SOCIÉTÉ ANGLAISE CONNUE
recherche sur marché français
pour vendre en Angleterre
nouveau produit technique ou
électronique. Equipement
réparé. Ecrire :
Transformers LTD, Grafton
Road, Croydon, Surrey, England.

cours et leçons

Jeune étudiante, supérieure dans
cours part. math. tous niveaux.
Tél. : 03-48-48-48.

J.H. 27 ans, licence math. +
unités de valeur mathém. ch.
Jeune math. part. ou J.D.
écrit. courtes. m-temps part.
Tél. : 73-48-48.

enseignem.

pour Allemagne famille franco-
alle. rech. J.P. pour enseigner
classe élément. 2 ans. Condi-
tions : 1.200 F. par mois. Ecr.
N° 109.973 Régle Press.
55 bis, rue de la République,
93000 Saint-Denis, sur dim.

demandes d'emploi

J.F. 35 ans, tit. b. prés. nat.
anglais, ch. sec. m-tes (esp.-angl.).
300 Paris - 300-45-55.

PROF. MATHS ch. technique
NADAY, 11, r. de Verdun, 92150

CADRE F. 33 ans, diplômée
psych. + format. psycho-soc.
12 ans expérience professionnelle
(dont Cabinet Conseil et entr.)
recherche à Paris ou proche
banlieue, poste responsable
dans FONCTION PERSONNEL
(recrutement, cadres, insertion
et suivi personnel, etc.)
Ecr. N° 10426 Connaissance Publiée,
20, av. de la République, 91100-07.

PROF. MATHS ch. technique
NADAY, 11, r. de Verdun, 92150

CADRE F. 33 ans, diplômée
psych. + format. psycho-soc.
12 ans expérience professionnelle
(dont Cabinet Conseil et entr.)
recherche à Paris ou proche
banlieue, poste responsable
dans FONCTION PERSONNEL
(recrutement, cadres, insertion
et suivi personnel, etc.)
Ecr. N° 10426 Connaissance Publiée,
20, av. de la République, 91100-07.

PROF. MATHS ch. technique
NADAY, 11, r. de Verdun, 92150

CADRE F. 33 ans, diplômée
psych. + format. psycho-soc.
12 ans expérience professionnelle
(dont Cabinet Conseil et entr.)
recherche à Paris ou proche
banlieue, poste responsable
dans FONCTION PERSONNEL
(recrutement, cadres, insertion
et suivi personnel, etc.)
Ecr. N° 10426 Connaissance Publiée,
20, av. de la République, 91100-07.

PROF. MATHS ch. technique
NADAY, 11, r. de Verdun, 92150

CADRE F. 33 ans, diplômée
psych. + format. psycho-soc.
12 ans expérience professionnelle
(dont Cabinet Conseil et entr.)
recherche à Paris ou proche
banlieue, poste responsable
dans FONCTION PERSONNEL
(recrutement, cadres, insertion
et suivi personnel, etc.)
Ecr. N° 10426 Connaissance Publiée,
20, av. de la République, 91100-07.

PROF. MATHS ch. technique
NADAY, 11, r. de Verdun, 92150

CADRE F. 33 ans, diplômée
psych. + format. psycho-soc.
12 ans expérience professionnelle
(dont Cabinet Conseil et entr.)
recherche à Paris ou proche
banlieue, poste responsable
dans FONCTION PERSONNEL
(recrutement, cadres, insertion
et suivi personnel, etc.)
Ecr. N° 10426 Connaissance Publiée,
20, av. de la République, 91100-07.

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

Le déficit de la balance commerciale française a atteint 2 milliards de francs en août

Le déficit des échanges commerciaux de la France avec l'étranger a été de 12,7 % en août, soit 2 milliards de francs. Les exportations (14 328 millions de francs) ont en effet couvert les importations (16 408 millions de francs) qu'à 87,3 %.

En un mois, c'est-à-dire par rapport à juillet, les ventes ont diminué de 39,8 % et les achats de 25,6 %, ce qui explique particulièrement par la période des vacances. En un an (août 1973 comparé à août 1972), les importations ont augmenté de 53,7 % et les exportations de 36,7 %.

Les chiffres corrigés des variations saisonnières sont assez différents : les importations atteignent en août 21 448 millions de francs et les exportations 19 333 millions de francs, soit un taux de couverture des achats par les ventes de 90,1 %. En un mois, les importations régressent de 3,1 % et les exportations

M. MITTERRAND : l'avais annoncé une hausse des prix de 17 %...

Lors de la campagne présidentielle, j'avais annoncé que la hausse des prix atteindrait 17 % en 1974, a déclaré M. Mitterrand à Nevers. Ces estimations ont été jugées optimistes par le responsable des finances d'Orléans, M. Giscard d'Estaing. Nous en sommes à 14 % et les experts prévoient 16 %. Mon diagnostic se révèle donc exact, mais je ne m'en réjouis pas.

Le premier secrétaire du parti socialiste a par ailleurs qualifié de « faible et lâche » la décision d'avoir fait sortir, en janvier, le franc du « serpent » monétaire européen. M. Mitterrand s'est réaffirmé favorable à une réduction du franc dans le sillon du « serpent ». Enfin, le député de la Nièvre a souligné que beaucoup de gouvernements n'avaient su leur commerce extérieur « qu'un coup de dévaluation ».

[En juillet (dernier résultat connu), la hausse des prix de détail atteignait 14,4 % par rapport à juillet 1973. Cette hausse dépasse les prévisions du gouvernement, qui, en avril - c'est-à-dire après qu'étaient été connues et calculées les conséquences de la hausse des prix du pétrole, - tablait encore sur une augmentation de 12,7 %. Mais les prévisions de M. Mitterrand - qui avaient fait l'objet d'une polémique entre celui-ci et M. Giscard d'Estaing pendant la campagne électorale, le ministre de l'économie et des finances promettant le 25 avril que la hausse n'atteindrait pas 15 %, alors que M. Mitterrand affirmait qu'elle dépasserait ce taux - sont passées à 17 %.

La hausse des prix de gros s'accroît aux États-Unis. Ils ont progressé en août au rythme de 3,9 %, après une augmentation de 3,7 % en juillet. Ce qui porte la hausse en deux mois à 7,6 %.

Cette nouvelle flambée mensuelle, la plus forte après celles d'août 1973 (6,2 %) - qui résultait de la suppression du contrôle des prix - et de novembre 1973 (7,3 %), s'explique surtout par le « décapage » des prix des produits agricoles (+ 7,6 %). Toutefois, la hausse des prix des matières premières industrielles s'est élevée à 2,5 %. En un an, par rapport à

M. Jean-Pierre Fourcade dénonce les dangers qui menacent le système bancaire international

Dans un article publié ce samedi dans le Figaro sous le titre « Pour un nouvel ordre monétaire international », M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, écrit notamment, à propos du caractère « inachevé » du projet de réforme préparé par le comité des Vingt :

« Le problème de l'or, quant à lui, reste entier. Plus on prétend nier son utilité, plus la réalité du marché s'impose. Plus on prétend passer l'or des relations internationales, plus on s'expose qu'il y revienne éventuellement sous une autre forme.

« Certes, le principe de sa comptabilisation à un prix donné du marché a été acquis. Il s'agit d'une première étape qui ne donne le sens de la réforme qu'affirmée par la France. Ce principe doit être développé dans toutes ses conséquences, allant jusqu'à la liberté dans les échanges internationaux, à la suppression de rapports de forces qui n'est que le reflet de la réalité du marché.

Le démantèlement de la crise du pétrole a été, selon M. Fourcade, d'une modification profonde de rapports de forces qui n'est que le reflet de la réalité du marché.

Le ministre estime insuffisant et périlleux le recyclage des capitaux détenus par les pays producteurs à travers l'euro-marché, car « le système bancaire international n'a pas été organisé. Il ne peut indéfiniment prêter à moyen ou à long terme des ressources constituées pour l'essentiel par des dépôts à vue sans être mis en péril ».

M. Fourcade lance un nouvel appel en faveur d'un emprunt de la C.E.M. auprès des pays détenteurs de capitaux, et se prononce en faveur d'une influence accrue des pays producteurs de pétrole au sein du F.M.I.

LES PRIX DE GROS AMÉRICAINS ONT AUGMENTÉ DE 3,9 % EN AOÛT

La hausse des prix de gros s'accroît aux États-Unis. Ils ont progressé en août au rythme de 3,9 %, après une augmentation de 3,7 % en juillet. Ce qui porte la hausse en deux mois à 7,6 %.

Cette nouvelle flambée mensuelle, la plus forte après celles d'août 1973 (6,2 %) - qui résultait de la suppression du contrôle des prix - et de novembre 1973 (7,3 %), s'explique surtout par le « décapage » des prix des produits agricoles (+ 7,6 %). Toutefois, la hausse des prix des matières premières industrielles s'est élevée à 2,5 %. En un an, par rapport à

août 1973, les prix de gros ont augmenté de 17,8 %.

L'annonce des ministres d'août a provoqué une vive inquiétude aux États-Unis. La hausse des prix de gros ne manquait pas, en effet, de se répercuter à plus ou moins brève échéance sur le prix de détail. Le secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, a reconnu le 13 septembre qu'il y avait peu de chances pour que la hausse des prix actuelle se ralentisse avant la fin de l'année. L'objectif du gouvernement américain de ramener rapidement le taux d'inflation de 11 à 8 % semble donc remis en question.

L'immobilier

exclusivités

appartem. vente

Paris
16^e - TROCADERO
BEL IMMA. P. TAILLE, ASC.
RAVALE - ASCENSEUR PAYE
3 PIÈCES - 01V. + 2 CHAMB.
TOUT COMFORT
PRIX : 397.500 F
S. M. samedi, lundi, 14-18 h. 30.
14, RUE VINCEUSE, 06 225-52-52.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.
PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

appartements vente

Paris
16^e - TROCADERO
BEL IMMA. P. TAILLE, ASC.
RAVALE - ASCENSEUR PAYE
3 PIÈCES - 01V. + 2 CHAMB.
TOUT COMFORT
PRIX : 397.500 F
S. M. samedi, lundi, 14-18 h. 30.
14, RUE VINCEUSE, 06 225-52-52.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROVENCE - ALPES
D'une cadre exceptionnel et sur 3 ha, relations excellentes, propriété du XVII^e siècle, matériaux nobles, piscine, terrain paysagé, vue exceptionnelle sur les Alpes.
AGENCE COSTABEL, S.P. 30, 13200 ST-REMY-DE-PROVENCE.

PROV

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

MI
de 17

دنيا في الامل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONSTRUCTION AÉRONAUTIQUE

Après l'occupation de la piste principale de Toulouse-Blagnac

Trois mille ouvriers de l'Aérospatiale obtiennent la suspension des transferts autoritaires de personnel

De notre correspondant

Toulouse. — Plus de trois mille ouvriers et employés de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) ont occupé, vendredi après-midi 13 septembre, la piste principale de l'aéroport de Toulouse-Blagnac pour y tenir un meeting à la suite de l'annonce de quarante mutations des cadres de Toulouse vers les usines de Marignane, Morignane, Le Havre, et la C.F.T. et la C.F.T. avaient réagi en déclenchant un arrêt de travail d'une heure. Les quarante personnes mutées étaient rendues à la direction, accompagnées d'un millier de grévistes et des délégués syndicaux qui, une fois encore, avaient réclamé la suspension des transferts de personnel. Les transferts de personnel ont été suspendus à 14 heures et 17 heures. Les départs d'ailleurs, pour Paris notamment, ont été retardés de deux heures.

Après l'occupation de la piste principale de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, les transferts de personnel ont été suspendus. Les départs d'ailleurs, pour Paris notamment, ont été retardés de deux heures.

La mévente des avions civils : un déficit de 450 millions

Les licenciements envisagés par la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) ont pour conséquence directe des difficultés financières rencontrées par la société qui, en 1973, avait déjà enregistré un déficit de 450 millions de francs, déficit dû à la mévente de ses avions civils : Concorde, Airbus, Caravelle (le monde du 30 juin-1er juillet 1974).

Le 19 mars 1974, M. Bernard Dufour, directeur des usines de Toulouse de la SNIA, avait déposé devant le comité d'établissement, après la décision du gouvernement de réduire le rythme de fabrication du Concorde.

Aujourd'hui, aux cinq cents licenciements prévus à Toulouse il faut ajouter les huit cents ouvriers de l'usine de Châteauroux dont la SNIA a arrêté les activités.

Le 19 mars 1974, M. Bernard Dufour, directeur des usines de Toulouse de la SNIA, avait déposé devant le comité d'établissement, après la décision du gouvernement de réduire le rythme de fabrication du Concorde.

AUTOMOBILE

Ses commandes à l'exportation ayant fortement augmenté

Berliet va embaucher mille personnes

De notre correspondant régional

Lyon. — L'annonce faite le 11 septembre 1974 par la Société des automobiles Berliet de créer mille emplois nouveaux dans les six mois à venir est un peu passée inaperçue sur le moment dans la mesure où elle coïncidait avec la tenue à Lyon du dernier conseil des ministres.

On recherche notamment des tôliers-chaudronniers, des ouvriers spécialisés machines, des soudeurs, des ouvriers professionnels et des dessinateurs — est justifiée par la bonne tenue des marchés extérieurs : ainsi, pour les six premiers mois de l'année, dix mille deux cents commandes ont été enregistrées pour l'exploitation, soit 118 % de plus que pendant la même période de 1973.

Du côté des syndicats, aucune réaction ne s'est encore manifestée, bien qu'on demeure toujours attentif à la situation de l'entreprise et à la façon dont l'embauche s'y effectuera.

Actuellement la Société des automobiles Berliet occupe dans l'ensemble de ses établissements — Vénissieux, Lyon-Montplaisir, Saint-Pris et l'Australie dans le Rhône, Bourg-en-Bresse dans l'Ain et Bourthion dans la Loire — un millier de salariés. L'augmentation de cet effectif d'un millier de personnes —

REDRESSER SENSIBLEMENT LES VENTES D'AUTOMOBILES AUX ÉTATS-UNIS PENDANT LE MOIS D'AOUT. — Alors que les ventes d'automobiles aux États-Unis ont cette année été inférieures de 20 % en moyenne à celles de l'année dernière, les ventes du mois d'aout n'ont fléchi que de 2,6 % par rapport au mois d'aout 1973.

On recherche notamment des tôliers-chaudronniers, des ouvriers spécialisés machines, des soudeurs, des ouvriers professionnels et des dessinateurs — est justifiée par la bonne tenue des marchés extérieurs : ainsi, pour les six premiers mois de l'année, dix mille deux cents commandes ont été enregistrées pour l'exploitation, soit 118 % de plus que pendant la même période de 1973.

ÉNERGIE

Après le temps de la conquête, celui de la conservation

(Suite de la première page.)

Au passage donc, et en douceur si l'on peut dire, l'OPEP généralise implicitement à l'ensemble des bruts de participation la nouvelle « règle » des 94,8 %, ce qui est une mauvaise surprise pour toutes les compagnies, les grandes pétrolières dépendantes de manière croissante de cette catégorie de bruts, les autres parce qu'elles en dépendent entièrement (ce qui revient à dire que le fameux petit contrat que M. Jobert avait conclu avec l'Arabie Saoudite revenait aussi à ce pourcentage de 94,8 % du prix affiché).

Ces nouveaux accords avec les propriétaires étrangers de l'ARAMCO, ne s'associeront pas à la décision d'accroître le taux des impôts et des redevances.

Quelle leçon pour les pays riches, dont on prendra au mot les dirigeants et qui seront taxés plus sévèrement si leurs prévisions sont inexécutes ? L'OPEP aura beau jeu de leur montrer par la suite qu'ils ne maîtrisent pas leurs affaires.

Les « profits excessifs » L'Arabie Saoudite ne s'est pas associée à ces mesures. Le passage du communiqué dans lequel elle est citée entièrement, « Cependant, pour le moment, l'Arabie Saoudite, attendant le résultat de

Stabilité en termes nominaux, mais en termes réels ? C'est ici que le paragraphe cité est le plus lourd de signification pour l'avenir, en faisant écrire que l'accroissement de la fiscalité est « seulement » par les profits excessifs des grandes compagnies, le ministre saoudien contredit la thèse de l'indexation des revenus des pays producteurs sur le taux d'inflation des pays industrialisés.

On parle toujours d'une prise de contrôle à 100 %. « Cela pourrait se faire en octobre », nous a confié M. Amougeat, le ministre iranien, en ajoutant : « Mais c'est une impression tout à fait personnelle. » Avant la fin de l'année, on dit d'autres propositions, quant au fonds d'aide de l'OPEP en faveur des pays pauvres, il est toujours à l'étude.

AGRICULTURE

Les mesures conjoncturelles devront être complétées par des réformes de structure

déclare M. Mitterrand

Les neuf invités de M. Giscard d'Estaing se penchent, ce samedi 14 septembre, sur l'avenir de l'Europe, et notamment du Marché commun agricole, au cours du dîner « au sommet » de l'Élysée.

Evolution à son tour la crise agricole, M. Mitterrand a pris position pour une augmentation différenciée des prix garantis de l'ordre de 8 à 12 % accompagnée de plusieurs mesures structurelles. Le premier secrétaire du P.S. souligne en outre, une relance tous azimuts de la Communauté européenne.

De notre envoyé spécial

Nevers. — Une salle de mairie aux dômes passés, une estrade bordée de tigelette, une centaine d'agriculteurs, des sympathisants, la rose à la boutonnière, M. Mitterrand donne, vendredi 13 septembre, une conférence de presse sur les questions agricoles. A ses côtés, M. Pierre Joxe, député de la Haute-Loire, chargé des questions agricoles au parti socialiste, et les parlementaires socialistes de la Nièvre. L'adversaire de M. Giscard d'Estaing dans la course à l'Élysée rappelle que la crise paysanne actuelle était prévisible dès la fin du premier trimestre. « Mais voilà, maintenant, les paysans sont dans la misère ».

« Que faire ? » s'interroge-t-il. Le premier secrétaire du parti socialiste constate que, jusqu'à présent, on n'a pas posé les vrais problèmes. D'abord que « bien des responsables paysans ont été les complices de la situation présente, car une fois qu'ils ont continué à faire ». Il faut donc passer au plus pressé : augmenter les prix garantis européens. De 4 %, comme le propose la Commission de Bruxelles ? Cela lui paraît insuffisant et nuisible, car une « actualisation linéaire » du prix des produits agricoles ne correspond pas aux réalités de la production. Il penche donc pour des taux allant de 8 à 12 ou 14 %.

« L'augmentation des prix ne règle cependant qu'un problème conjoncturel », estime M. Mitterrand ; il faut l'accompagner par un certain nombre de mesures structurelles. Le maître de Châteauneuf-Chinon a évoqué ensuite divers sujets : L'ORGANISATION DES PRODUCTEURS : M. Mitterrand envisage pour chaque produit la création d'un office dont la fonctionnement serait confié sur celui de l'Office du blé (ONIB). Il pense que l'organisation coopérative de la production devrait se généraliser. Le premier secrétaire du P.S. reconnaît qu'il y a de nombreuses résistances psychologiques à une telle évolution, notamment dans les régions d'élevage : « mais elle doit se faire, car elle correspond au progrès ». Certes, M. Mitterrand ne pense pas qu'il faille imposer aux agriculteurs ce type d'organisation. Toutefois, il croit qu'une bonne formation doit leur permettre de prendre conscience de son intérêt.

Une indexation sur les prévisions

Comment l'indexation fonctionnera-t-elle ? Le communiqué n'en dit rien. Mais nous croyons savoir que l'OPEP s'efforcera, pour une période limitée, une année, par exemple, le taux d'inflation tel qu'il ressort des prévisions des experts gouvernementaux des pays industrialisés et l'appliquera chaque trimestre, de manière automatique au revenu fiscal moyen des États producteurs ou, ce qui revient à peu près au même, au coût moyen d'achat au brut. Une fois mise au point cette indexation, lors de leur prochaine conférence, le 12 décembre prochain, les ministres s'auront même plus besoin de se réunir trimestriellement. Au bout d'un an, ils feraient leurs comptes, pour vérifier notamment que les prix dans les pays industrialisés se sont élevés conformément aux prévisions de leurs gouvernements. L'indexation serait donc quasi-immédiate et non pas basée sur une tendance passée, laquelle ne peut être forcément constatée qu'avec retard.

PHILIPPE SIMONNOT.

LA PARTICIPATION DU KOWEÏT dans le capital de la compagnie pétrolière Arabian Oil Co ne dépassera pas 60 %, a déclaré le vice-président de la firme à son retour du Koweït, où il vient de signer l'accord qui porte la participation de l'émirat de 10 % à 60 %. Le gouvernement koweïtien, a-t-il précisé, est disposé à revendre à l'Arabian Oil Co la part de pétrole qui lui revient à un prix équivalent à 94,8 % du prix affiché. — (A.F.P.)

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS À TERME		Mont	Val
		de	en
		titres	cap. (F)
Bourse 4 1/2 % 1973	355 800	167 314	459
Petrolina	22 725	9 685	67
Frang des pétroles	85 158	8 981	124
Norsk Hydro	17 250	6 750	35

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)					
	9 sept.	10 sept.	11 sept.	12 sept.	13 sept.
Termes	50 821 822	124 071 850	109 795 007	75 515 072	68 945 489
Comptes	56 011 824	40 769 521	44 424 087	58 999 379	42 582 357
R. et obl.	23 418 576	27 576 751	28 648 076	24 771 288	22 839 875
Actions	130 051 728	192 417 972	182 787 570	157 295 739	134 367 721
Total	130 051 728	192 417 972	182 787 570	157 295 739	134 367 721

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1967)					
	9 sept.	10 sept.	11 sept.	12 sept.	13 sept.
Valeurs	74,8	73,2	72,3	72,4	71,4
françaises	78,5	75,8	75,3	74,9	73,4
étrangères					

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1961)					
	9 sept.	10 sept.	11 sept.	12 sept.	13 sept.
Indice gen.	63	61,8	61,1	60,9	61

